

Intervention au débat organisé par le collectif communiste POLEX  
*Problématique des nations du XVIIIème siècle à nos jours*

## **Espagne/Catalogne: peuple/nation/ État**

XVIIIème-XXIème siècles

Joan Tafalla

Bonjour. Je remercie le collectif POLEX de m'avoir invité à apporter ma modeste contribution à ce débat. Je me sens toujours chez moi à Paris : le Paris de la Convention de 1793 à 1794, le Paris des journées de février et de juin 1848, le Paris de la Commune de 1871 ou du printemps antifasciste de 1936. Comme communiste catalan, je suis très fier d'être le compatriote des républicains espagnols qui, coude à coude avec les FFI de la Résistance, ont contribué à libérer Paris lors des journées d'août 1944 . »

Permettez-moi tout d'abord de m'excuser pour le crime que je m'appête à commettre contre la langue française. Depuis longtemps je ne parle guère français qu'une ou deux fois par an. Alors ma syntaxe, mon vocabulaire, ma prononciation risquent d'être entachées d'incorrection. J'espère malgré tout parvenir à communiquer avec vous si peu que ce soit.

### *Préambule italien*

Bien que je ne sois nullement spécialiste de l'histoire italienne, j'aimerais emprunter à l'Italie un exemple que je crois de nature à éclairer ce que je m'appête à expliquer à propos du cas catalan.

Quand Vittorio Emanuele II entre à Naples, il peut déclarer que l'Italie est faite. Cavour l'affirme: "L'Italie est faite. Tout est sauvé". Plus prudent, le marquis Massimo d'Azeglio rétorque: "L'Italie est faite: reste à faire les Italiens".<sup>1</sup> À voir la carte électorale des élections qui viennent de se tenir en Italie au mois de mars, on est tenté de penser que Massimo d'Azeglio était plus proche de la réalité que Cavour.<sup>2</sup>

Cet exemple, proche dans l'espace et le temps, nous offre un échantillon du réalisme avec lequel les différents marxistes qui ont débattu de la question nationale au début du XXème siècle ont souligné le caractère historique de la formation de l'État et de sa relation avec un autre phénomène historiquement daté: celui de la nation. Autrement dit, le rapport entre les phénomènes que nous appelons nation, peuple et état est un rapport historiquement datée, soumis au caractère changeant de la culture et des rapports sociaux de production et d'échange. Prenons le cas de l'Italie: c'est l'un des États occidentaux qui pouvait parvenir à s'identifier de manière canonique avec la nation. Aujourd'hui, pourtant, elle se présente comme quelque chose d'inachevé, comme un processus en perpétuelle recomposition.

### *Peuple, nation, État selon nos classiques*

---

<sup>1</sup> En fait, Massimo d'Azeglio avait dit : « La toute première chose dont l'Italie aura besoin, c'est qu'il se forme des Italiens qui sauront accomplir leur devoir, qu'il se forme autrement dit des caractères nobles et bien trempés », in S. Spallenzon, *I miei ricordi*, Rizzoli, Milan, 1956, p. 7. C'est Leone Carpi qui a tiré de cette phrase la formule citée ci. Voir l'ouvrage de Mario Banti, *Il Risorgimento italiano*, Roma-Bari, Ed. Laterza, 2013, pp.26-28. En revanche, Aldo de Jaco cite comme authentique la formule de Carpi, in *Gli anarchici, Cronaca inedit dell'Unità d'Italia*, Rome, Editori Riuniti, 2006, p. XV.

<sup>2</sup> Voir une ampliation de cette question dans mon blog : <http://lallibertatdelsantics.blogspot.com.es/2018/04/la-permanencia-de-la-questio-meridional.html>. Les résultats des élections italiennes de 4 de mars 2014 à : [https://es.wikipedia.org/wiki/Elecciones\\_generales\\_de\\_Italia\\_de\\_2018](https://es.wikipedia.org/wiki/Elecciones_generales_de_Italia_de_2018).

Soyez sans crainte, mon exposé sera bref.<sup>3</sup> Je me bornerai ici à rappeler ce que Marx a dit le 28 mars 1870, lorsqu'il a exhorté les prolétaires anglais et irlandais à unir leurs luttes, reprenant la formule lumineuse énoncée par Robespierre en avril 1793: «Celui qui opprime une nation se déclare l'ennemi de toutes».<sup>4</sup> Marx a précisé et actualisé la formule : «Un peuple qui en opprime un autre forge ses propres chaînes».<sup>5</sup> Il ne s'agit pas selon moi d'un propos de circonstances. Marx établit une relation indissoluble entre libération nationale et libération sociale. La position qu'il adopte à l'égard de la Pologne est la même.<sup>6</sup>

Il faut ici rappeler brièvement que l'idée que Marx et Engels ou que Lénine se faisaient du socialisme était très loin de les amener à considérer comme progressiste la centralisation féodale et mercantiliste de l'absolutisme sous l'Ancien Régime (comme l'ont connue la France de Louis XIV et l'Espagne de son neveu Philippe V) ou le centralisme restauré par Napoléon, accentué par la Restauration des Bourbons en 1814 et par la Troisième République française. Ils ne considéraient aucunement le centralisme comme l'une des caractéristiques que le socialisme devrait hériter du capitalisme.<sup>7</sup>

On cite volontiers, de façon aussi superficielle qu'inconséquence, cette phrase du Manifeste du Parti Communiste (1848) : «Les prolétaires n'ont pas de patrie», comme si elle résumait la pensée de Marx à propos du fait national. Cette assertion n'a pourtant pas valeur normative pas plus qu'elle ne traduit ce que «devrait être» la classe ouvrière, en vertu d'un devoir prêché ou inventé par un «rédempteur de l'humanité». Quand Marx écrit que «les prolétaires n'ont pas de patrie», il ne fait que décrire une situation de fait: l'expropriation, l'aliénation subie par les prolétaires qui étaient exclus de la citoyenneté, réduits à l'état d'ilotes, de métèques ou d'esclaves de la polis libérale-bourgeoise.

Il n'est pour s'en assurer que de lire le paragraphe complet du Manifeste: « Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot». <sup>8</sup>

La synthèse est facile à faire, mais ce n'est pas moi qui vais m'en charger. Pierre Vilar l'a déjà faite il y a pas mal de temps. «Analysons: 1) La nation existe. 2) C'est une fait politique. 3) Toute classe dominante s'érige en classe nationale. 4) Toute classe nationale s'identifie à la nation. 5) La

---

<sup>3</sup> J'ai approfondi cette question dans un travail intitulé *Los bolcheviques y la deconstrucción del imperio zarista (Esbozo)*, dans AAVV, *La revolución rusa de 1917 y el estado. Del Consejo de Comisarios del Pueblo a la NEP (1917-1921)*, Barcelone, El Viejo Topo, 2018.

<sup>4</sup> Article XXXVI de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen proposé par Maximilien Robespierre, imprimée par ordre de la Convention, 24 avril 1793, Œuvres de Maximilien Robespierre, reprise de l'édition de la Société des études robespierristes, Paris, 1958 par les Éditions du Miraval, 2007, p. 469.

<sup>5</sup> Karl Marx, *Extrait d'une communication confidentielle, 28 mars 1870*, in *Obras Escogidas de Marx y Engels*, en tres tomos, Moscú, Editorial Progreso, 1976, Tomo II, pág. 187. .

<sup>6</sup> Karl Marx, *Le conseil général de l'AIT à la section russe de Genève, 24 mars 1870*, *Obras escogidas de Marx y Engels*, Ob.cit. , tomo II, pág. 182.

<sup>7</sup> Voir, par exemple, Marx, *La guerre civile en France*, (1871), *Obras escogidas de Marx y Engels*, ob.cit., Tomo 2, páginas 214 a 259; voir aussi Lénine, *L'État et la révolution (1917)*, OC, tomo 33, ou encore *Contribution au problème des nations ou sur l'"autonomisation"*, (1922), OC, tomo 45, Editorial Progreso, 1987.

<sup>8</sup> Marx et Engels, Manifeste du Parti communiste, ob.cit., tome 1, p. 127.

bourgeoisie l'a fait. Le prolétariat peut ambitionner de le faire. 6) Le fait national peut changer de sens selon la classe qui l'assume".<sup>9</sup>

En d'autres termes, quand il parle de la question nationale, le Manifeste ouvre la problématique de l'hégémonie, un thème éminemment léninien et gramscien. Cependant, nous venons de le voir, cette problématique n'a été inventée ni par Lénine ni par Gramsci. D'un autre côté, le Manifeste pose la question du contenu et de la forme de la lutte du prolétariat. « La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie». <sup>10</sup>

La phraséologie cosmopolitiste post-nationale qui se réclame d'un amalgame confus de néo-luxemburgiste, de néo-libertarisme-libéral (à la Daniel Cohn-Bendit), de negrisme, ou de varoufakisme, de partisans de l'Union européenne. En Espagne ces secteurs se mélangent avec de certains nationalistes d'État revêtus des oripeaux d'un ouvriérisme corporatiste ou d'un internationalisme abstrait est dépourvue de tout lien avec la pensée vivante de Marx.

### *L'historiographie qu'inspire cette intervention*

En venant aujourd'hui parler ici, à Paris, de la question des relations entre la Catalogne et l'Espagne, je me suis rappelé la visite que j'avais rendue en 1987 à l'éminent historien Pierre Vilar, dans son appartement du Quai de la Rapée. Comme vous le savez, Pierre Vilar est l'auteur de *La Catalogne dans l'Espagne moderne: recherches sur les fondements économiques des structures nationales*.<sup>11</sup>

Je venais le consulter sur l'élaboration de la politique de ce qui était alors mon parti: le *Partit dels Comunistes de Catalunya* (le Parti des communistes de Catalogne). Cette visite fut une mine d'indications et de conseils de lectures qui se retrouvèrent par la suite transposées ici où là dans les documents stratégiques du Parti. Certaines ont contribué à élaborer la ligne du *Front d'Esquerres* (Front de Gauches) qui a présidé à notre politique de l'époque. Cette politique était certes le fruit d'un travail communiste collectif de longue durée, mais il est bon de reconnaître certaines de ses sources.<sup>12</sup> Aujourd'hui, revenir à aux analyses de Pierre Vilar, les refaire à la lumière de l'expérience de ces dernières années m'a aidé à me rappeler certains éléments de la politique communiste de l'époque et à élaborer certaines composantes de mon interprétation actuelle.

Pierre Vilar est mort en 2003 : impossible de savoir ce qu'il dirait face à la dérive actuelle de la situation catalane. Cependant son œuvre,<sup>13</sup> jointe à la récente et magistrale synthèse de l'histoire de

---

<sup>9</sup> Pierre Vilar, *Sobre els fonaments de les estructures nacionals* (Sur les fondements des structures nationales) in *Estat, nació, socialisme*, Barcelone, Curial, 1981.

<sup>10</sup> Marx et Engels, Manifeste du Parti communiste, loc.cit.

<sup>11</sup> Pierre Vilar, *La Catalogne dans l'Espagne moderne. Recherches sur les fondements économiques des structures nationales*, Paris, SEVPEN, Bibliothèque Générale de l'École Pratique des Hautes Études, 1962. Première édition en catalan: *Catalunya dins l'Espanya Moderna*, quatre volumes, Barcelone, Edicions 62, novembre 1964.

<sup>12</sup> Autre source de cette politique : la brochure intitulée *El problema nacional català, (Primera part. Antecedents històrics. Segona part. El moviment nacional sota la direcció de la burgesia (1898-1936)*. Rédigée par Pere Ardiaca au terme d'un processus de discussion collective, elle a été adoptée par le PSUC (le parti des communistes de Catalogne fondé en 1936), comme cadre pour l'interprétation de l'histoire nationale catalane. Le PCC (Parti communiste de Catalogne), fondé en 1982 en réaction à la politique eurocommuniste, durant la période de transition, l'a rééditée au cours des années 80 et l'a utilisée comme document de référence et de formation de ses cadres. Ceux qui l'ont lue en trouveront quelques traces dans le présent exposé.

<sup>13</sup> J'ai utilisé ici son *Introduction* au monumental ouvrage collectif : Pierre Vilar (dir), AAVV, *Història de Catalunya*, huit volumes, Barcelone, Éditions 62, 1987, premier volume, pp. 9-69.

la Catalogne de Josep Fontana,<sup>14</sup> fournit aujourd'hui encore des éléments utiles pour qui veut tenter une lecture historique de la relation entre le peuple catalan et l'auto-dénommé Royaume d'Espagne. Je revendique bien entendu la pleine et entière responsabilité des nombreuses lacunes et erreurs que peut comporter cette courte synthèse faite à la hâte.

Les indications de Pierre Vilar nous sont précieuses pour comprendre la persistance d'un groupe humain qui, situé dans un espace géographique déterminé, s'auto-dénomme catalan et s'identifie comme tel au fil du temps. Vilar nous parle de l'incidence de la géographie, du rôle joué par le climat, l'économie, l'histoire et la mentalité sur la persistance de ce groupe humain. Il met l'accent sur ceci que le fait catalan est un fait « d'ordre linguistique et culturel. Il s'inscrit dans une longue période de temps. Il survit aux vicissitudes politiques qui parfois unissent et parfois séparent les dépendances et les indépendances des différents territoires concernés par ce fait ». Sa vision est celle de l'historien de la longue durée, de l'historien des mentalités des groupes humains et celle, en même temps, de l'historien de l'évolution comme de l'incidence de l'économie et de divers déterminants géographiques sur l'évolution des groupes sociaux.

### *Quand l'État -nation espagnol s'est-il constitué?*

Tout d'abord, je réfuterai l'hypothèse majeure de l'historiographie nationaliste espagnole d'État qui postule comme date de naissance de l'État-nation espagnol l'année de l'union dynastique entre la couronne d'Aragon et le royaume de Castille (1474), union prolongée par la dynastie des Habsbourg (1516). J'ouvre ici une parenthèse pour signaler un fait qui est tout sauf mineur: les Habsbourg acquièrent aussi, en l'an 1580, la possession de la couronne du Portugal qu'ils conservèrent jusqu'à ce que les Portugais s'affranchissent de leur joug en 1640, au moment de la rébellion catalane.

Inutile de rappeler, nous sommes ici entre communistes, que la date d'une union dynastique n'est jamais que la date de la création d'une souveraineté féodale sur divers territoires peuplés de sujets et n'équivaut pas à la création d'une nation de citoyens, autrement dit d'une République au sens moderne de ce mot. L'une des origines des malentendus qui accréditent en quelque sorte l'idéologie nationaliste de l'État espagnol, c'est la carte qui résulte de cette union dynastique entre les couronnes de Castille et d'Aragon. Si l'on ajoute la conquête des Royaumes de Grenade (1492) et de Navarre (après une longue guerre entre les rois qui se disputent ce territoire), on obtient une carte où l'on peut voir les "frontières naturelles"<sup>15</sup> de l'actuel Royaume d'Espagne. À condition, bien entendu, de regarder la carte résultant de cette union dynastique en faisant totalement abstraction de l'histoire, de la regarder "au présent". Cette union dynastique a frayé la voie à l'édification progressive d'une monarchie absolue qui allait mettre plus de deux siècles à s'imposer aux peuples de la Péninsule, à l'exception du Portugal qui avait gagné son indépendance en 1640. Pour implanter la monarchie absolue, il a d'abord fallu appliquer de la façon la plus rigoureuse le principe *cujus regio, ejus religio*, y compris avant que le juriste Joachim Stephani n'en donne la formulation juridique, avant que la Réforme ne provoque les guerres de religion en France et au sein de l'Empire romain-germanique. Cette unification religieuse forcée a été obtenue au prix de l'expulsion des juifs (1492) et des morisques (1609-1614) sans parler de l'activité ininterrompue de l'Inquisition qui a duré au moins jusqu'en 1827.

---

<sup>14</sup> Josep Fontana, *La formació d'una identitat. Una història de Catalunya*, Vic, Eumo editorial, 2014.

<sup>15</sup> Inutile, je suppose de rappeler à un auditoire français tout se débat qui se cache derrière l'expression de « frontières naturelles ».

Le processus d'implantation progressive de la monarchie absolue a pris deux siècles, de 1516 à 1714. Outre l'unification religieuse, il a fallu liquider les libertés et les constitutions des royaumes soumis: Castille (1521), Aragon (1591 et 1714), Valence et Majorque (1712), Catalogne (1640 et 1714). Avant le Décret de Nueva Planta (1716), les rois devaient jurer de respecter les lois de chaque royaume. Chacun avait ses frontières, ses lois, ses institutions pour se gouverner et légiférer, ses douanes et sa monnaie. L'histoire de l'implantation de la monarchie absolue en Espagne c'est l'histoire de la liquidation d'abord des antiques libertés castillanes puis des lois et libertés des autres royaumes de la péninsule ibérique. Ce Décret de Nueva Planta ne préside à la formation d'aucune nation au sens moderne du mot, encore moins d'un État-nation. Bien au contraire, ce à quoi nous assistons c'est à la liquidation des libertés et des institutions existantes ainsi qu'à la confiscation de la souveraineté nationale par les rois absolus en un temps où s'amorce la liquidation des obstacles s'opposant à la création d'un marché unique qui allait assujettir les territoires à la monarchie absolue.

En ce qui concerne la Catalogne, ce qui est à relever au cours de cette période, c'est ce qu'on a appelé la révolte catalane, long processus de résistances et de soulèvements qui a amené la maison régnante d'Espagne à restreindre les libertés catalanes. L'historien britannique J.H. Elliott estime que cette période va de 1589 à 1640.<sup>16</sup> La révolte s'est composée d'une série de soulèvements de paysans et d'artisans qui s'insurgeaient contre la tentative de Philippe IV de liquider les lois et les institutions catalanes. Un soulèvement populaire a conduit à proclamer, en 1640, une « République catalane » qui fut de courte durée. Incapables de la défendre contre les armées royales, les classes dominantes de Catalogne ont négocié la soumission du pays au roi de France, Louis XIV. Celui-ci a, dans un premier temps, considéré la Catalogne comme étant purement et simplement un territoire de plus à soumettre à sa souveraineté personnelle et absolue jusqu'à ce que l'évolution de la situation l'amène à restituer la Principauté au roi d'Espagne, par le Traité des Pyrénées de 1659, en échange de quoi il a conservé une partie du territoire catalan : La Cerdagne, le Capcir et le Roussillon. Ce simple exemple suffit à montrer qu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, en fait de nation espagnole ou de nation française ou catalane, il n'y avait que des monarques absolus qui confisquaient la souveraineté des peuples assujettis et qui se disputaient la possession et le pillage des territoires et des peuples par le biais de la diplomatie et/ou de la guerre, guerres souvent menées sous des prétextes religieux. Guerre et diplomatie qui opèrent sur toute l'étendue du territoire européen jusqu'à nos jours.

#### *Les paradoxes de 1714*

Après la mort de Charles II qui n'avait pas d'héritier, la décision des institutions représentatives de l'antique couronne d'Aragon (Majorque, Valence, Aragon et Catalogne), décision visant à soutenir la candidature des Habsbourg à la couronne d'Espagne, a eu dans un premier temps l'appui des classes dominantes comme des couches populaires catalanes. Mais les classes dominantes se sont progressivement ralliées aux Bourbons encore que toutes ne se soient pas ralliées d'emblée. Le phénomène s'est accentué après la défaite de 1714.

La résistance à outrance de la ville de Barcelone, le 11 septembre 1714, a été fondamentalement œuvre populaire. Elle était inspirée par l'illusion que Charles de Habsbourg respecterait les institutions et constitutions catalanes mieux que le candidat imposé par Louis XIV. Inspirée également par le ressentiment anti-français, Mazarin et Louis XIV étant perçus comme ayant trahi les aspirations catalanes qui s'étaient manifestées au cours de la révolte catalane (1640 à 1659). Les

---

<sup>16</sup> J.H. Elliott, *The Revolt of the Catalans: A Study in the Decline of Spain*. (1598–1640), 1963. Traduit en catalan sous le titre *La revolta catalana 1598-1640*, Barcelona, Vicens-Vives, 1989. La première édition catalane date de 1966.

Catalans de l'époque soutenaient le candidat des Habsbourg parce qu'ils voulaient influencer sur le gouvernement de la couronne d'Espagne tout en prétendant conserver leurs libertés, leurs institutions et leur langue. Ils ne cherchaient pas à créer une république catalane indépendante, contrairement à ce que l'historiographie nationaliste catalane nous chante depuis quelques années ; ils voulaient mettre en échec un projet de gouvernement de l'ensemble de l'Espagne, celui de l'absolutisme centraliste des Bourbons.

Le Décret de *Nueva Planta* (1716) s'est traduit par la suppression politico-légale des institutions, la suppression de la langue catalane en tant que langue de culture ou d'administration et la répression de son usage par une partie des classes populaires. Il s'est également traduit par la répression de tous les mouvements populaires au sein des territoires non seulement de Catalogne mais aussi d'Aragon, de Valence et des Baléares.<sup>17</sup> C'est à cela qu'a servi l'imposition de la légalité castillane dans ces territoires par le régime bourbonien. Ce n'est pas uniquement en Catalogne que les libertés et constitutions se virent détruites, c'est dans l'ensemble des royaumes hispaniques. Rien d'étonnant à ce que certains Catalans aient été convaincus qu'en luttant pour les libertés catalanes, ils luttaient aussi pour les libertés des autres peuples de l'Espagne. Ce qui s'est passé, en fait, c'est que le modèle de centralisation de la souveraineté et de l'État en une seule personne, à l'image d'un Louis XIV en France, a été imposé à l'Espagne tout entière. La méthode utilisée pour parvenir à cette fin a consisté à imposer la loi castillane à tous les royaumes de la couronne d'Aragon.

Paradoxalement, et contrairement à ce qu'affirme une partie de l'historiographie nationaliste catalane, le XVIII<sup>ème</sup> siècle a été en Catalogne un siècle de croissance économique, le siècle où les commerçants catalans se sont vu accorder licence de commercer avec les Indes, le siècle de la première industrialisation du textile. Les classes dirigeantes catalanes se sont intégrées, dans la mesure où cela leur a été permis, à l'État despotique du souverain bourbonien. Comme l'a écrit Pierre Vilar, «la bourgeoisie catalane ne s'est jamais sentie plus espagnole qu'en cette fin de XVIII<sup>ème</sup> siècle. Il est à cet égard significatif qu'elle ait abandonné le catalan pour le castillan, comme langue de culture».<sup>18</sup> Ce phénomène n'a rien de conjoncturel. Nous sommes face à un mode de comportement, à la mentalité d'un groupe social, à une culture de classe qui s'est maintenue au fil des siècles. Et qui se maintient aujourd'hui encore. N'en déplaise à ceux qui refusent de le voir.

Il n'est pas étonnant dès lors que les classes dominantes catalanes aient fait fi de la proposition que Robespierre et Couthon avaient faite lors de la guerre entre la France et l'Espagne en 1794,<sup>19</sup> et qui visait à créer une République catalane, comme elles feraient fi des manœuvres de séduction du général Augereau pendant la Guerre d'Indépendance d'Espagne (1808-1814).<sup>20</sup> Il est vrai que ces tentatives n'ont jamais été réellement sérieuses, qu'elles ont été de courte durée et qu'elles n'étaient guère crédibles vu le centralisme napoléonien et les déprédations causées par l'armée française durant l'occupation. Ce qui est sûr c'est qu'à l'inverse de ce qui s'est passé en Italie où l'intervention de Napoléon a bénéficié du soutien des patriotes et des jacobins italiens,<sup>21</sup> il y avait

---

<sup>17</sup> Lluís Roura i Aulinas, *Subjecció i revolta en el segle de la Nova Planta*, Vic, Eumo editorial, 2005.

<sup>18</sup> Cité par Josep Fontana in *La formació d'una identitat: Una història de Catalunya* (Referències) (Catalan Edition), 2016, (Kindle Locations 3933-3935). Eumo Editorial. Kindle Edition.

<sup>19</sup> Emili Vigo, *La política catalana del Gran Comitè de Salut Publica*, Barcelone, Institut d'Estudis Catalans, 1956. A propos de la guerre appelée en Catalogne la Guerra Gran o de la Convention, voir Lluís Roura i Aulinas, *Guerra gran a la ratlla de França, dins la guerra contra la revolució francesa (1793-1795)*, Barcelone, Curial, 1993. Aussi, Lluís Roura, *Une 'république catalane' au temps de la révolution*, Annales historiques de la Révolution française, no. 296, 1994, pp. 257-265.

<sup>20</sup> Connue en Catalogne sous le nom de *Guerra del Francès*.

<sup>21</sup> Alberto Maria Banti, *Il Risorgimento italiano*, op.cit., pp. 3-35.

en Catalogne un ressentiment populaire envers la France et envers les Français en général, ressentiment dont on a vu qu'il remonte à la période 1640-1659. Ce ressentiment s'est reporté sur la Première République française, puis sur Napoléon. D'un autre côté, le marché des indiennes et des vins et alcools catalans, c'était l'Espagne et, ne l'oublions pas, les colonies espagnoles d'Amérique latine. La bourgeoisie, nous le savons, confond volontiers la nation et le marché.

Bref, les bourgeois catalans voulaient être espagnols et ils envoyèrent aux Cortes de Cadix des représentants qui aidèrent à rédiger la première constitution libérale d'Espagne (1812). Je le redis, cet espagnolisme de la bourgeoisie catalane, c'est une norme, c'est un mode de comportement. La bourgeoisie catalane n'a jamais été indépendantiste. Pierre Vilar nous le rappelle : « La Guerre d'Indépendance marque le moment de l'histoire où l'unité espagnole » s'affirme le mieux. (...) Cadix sera (...) en 1810, le creuset où tentera de s'élaborer une nation espagnole en même temps qu'unitaire et renouvelée ». <sup>22</sup>

Les nationalistes espagnols conservateurs et réactionnaires (autrement dit, ceux qui ne sont pas des libéraux) font remonter la nation espagnole à Don Pelayo et aux Wisigoths. Cette thèse est une ânerie, elle est erronée, elle est même ridicule. Certains ont aussi proposé, nous l'avons vu, une autre date pour expliquer la formation de la nation espagnole : celle de l'union dynastique entre Isabel de Castille et Fernando de Aragon (1474). Je vous ai rappelé plus haut que vous ne pouvez pas confondre une union de dynastie avec une nation dans le sens que ce terme a acquis après la Révolution française. Mais les nationalistes espagnols libéraux et certains démocrates espagnols même font remonter la naissance de l'Espagne moderne en tant que nation politique aux Cortes de Cadix (1810-1812). Ce faisant, ils prennent à mon avis leurs désirs pour des réalités. Voici pourquoi.

Le XVIIIème et le XIXème siècle se signalent par le développement inégal des différents territoires que comporte le Royaume d'Espagne. Ce développement inégal, qui s'est progressivement aggravé à mesure que se développait le capitalisme, a créé des obstacles pratiquement insurmontables à la consolidation de la nation politique espagnole qui aurait dû naître des Cortes de Cadix. La Constitution de 1812 pouvait sans doute promulguer, par son article premier, que « La nation espagnole est la réunion de tous les Espagnols de l'un et l'autre hémisphère » et, par son article trois, que « La souveraineté réside essentiellement dans la Nation et que, partant, c'est à la Nation seule qu'appartient le droit d'édicter des lois fondamentales ». Ces deux déclarations sont bien timides comparées par exemple aux dispositions de la Constitution française de 1793. Mais elles étaient révolutionnaires compte tenu du pays et de l'époque à laquelle elles furent promulguées. Entre communistes, inutile peut-être de rappeler que proclamer l'existence d'une nation, c'est une chose, et que c'en est une autre de parvenir à ce que les hommes et les femmes appelés à constituer cette nation se considèrent comme « nationaux », c'est à dire citoyens de cette nation dont on proclame l'existence.

*La Pepa*<sup>23</sup> avait proclamé la naissance de la nation espagnole. Paraphrasant Cavour, l'Espagne était faite, mais, comme l'observait Massimo d'Azeglio, « les Espagnols restaient à faire ». La Constitution de Cadix, la Constitution de 1812, fut une déclaration de libéralisme très avancée pour l'époque et pour le pays où elle fut rédigée et approuvée. Le libéralisme était alors minoritaire au sein d'un mouvement populaire anti-napoléonien qui, de manière majoritaire, loin de revendiquer la souveraineté nationale, aspirait au retour du monarque absolu. Après la déroute de Napoléon,

---

<sup>22</sup> Pierre Vilar, cité par Josep Fontana i Lázaro. *La formació d'una identitat: Una història de Catalunya*, ob.cit. (Kindle Locations 4037-4039).

<sup>23</sup> La Constitution de 1812 a été proclamée le 19 mars, jour de la Saint Joseph. Pepe, en espagnol, c'est le diminutif affectueux de Joseph. D'où cette appellation de La Pepa.

l'arrivée du roi don Fernando VII de Bourbon, en 1814 s'est soldée par la défaite de la révolution libérale et la restauration de la monarchie absolue. Ferdinand VII a été acclamé aux cris de « Vivent les chaînes ! ». La *Pepa*, on le voit, eut la vie très courte. Quand les libéraux voulurent la rétablir, lors du Triennat libéral de 1820-1823, la tentative s'est à nouveau soldée par la restauration de l'absolutisme. Autrement dit, par une forme de souveraineté quasi féodale caractérisée par la soumission de sujets à un roi absolu régnant « par la grâce de Dieu ». Cette fois, le monarque absolutiste espagnole, tenant d'une conception féodale de la souveraineté, bénéficiait de l'aide du roi Louis XVIII de France, rétabli par la Restauration, et d'une troupe envoyée par lui qu'il a baptisée : « Les cent mille fils de Saint-Louis ». Le vieux cri d'exaltation de la souveraineté absolue et de la soumission, « Vivent les chaînes », les absolutistes l'ont complété de façon tout à fait significative en ajoutant « Et meure la nation ! »

Dans ces circonstances, la Constitution de Cadix ne pouvait pas apporter grand-chose de tangible à la constitution matérielle de la nation espagnole, à part ses brillantes déclarations de principe. La création d'une nation de citoyens espagnols n'allait pas être une tâche facile surtout si l'on tient compte du nouvel échec de la révolution libérale qui allait se produire au cours des années 1830 : une révolution venue d'en haut qui profitait de la mort naturelle du tyran Ferdinand VII en 1833. L'échec politique de la révolution libérale est venu s'ajouter à l'échec de la révolution industrielle à travers toute l'Espagne.<sup>24</sup> Tout cela a contribué à aggraver davantage encore l'inégalité de développement entre une Catalogne « fabrique de l'Espagne »<sup>25</sup> et la culture politique semi-féodale des nouveaux latifundistes, produits du désamortissement des biens de l'Église. Il faut rappeler, en effet, que le désamortissement des biens du clergé, loin de créer une classe nombreuse de paysans libres comme cela s'était partiellement produit en France,<sup>26</sup> a essentiellement servi à renforcer le l'antique latifundisme féodal et la création d'une nouvelle couche de latifundistes semi-capitalistes. Le développement inégal remonte très loin dans l'histoire du Royaume d'Espagne.

Les couches ouvrières et populaires de Barcelone, la base de masses la plus radicale de la révolution espagnole, ont été maltraitées à maintes reprises par les capitaines de la révolution libérale. Le générale, duc et prince Espartero estimait qu'il fallait « bombarder Barcelone » tous les cinquante ans. Tandis que les classes populaires catalanes étaient réprimées par les dirigeants de la révolution bourgeoise, les industriels catalans, non contents de s'espagnoliser, réclamaient en plus l'aide de l'État libéral (mais non démocratique) pour faire face à l'apparition d'un nouveau sujet social : le prolétariat industriel, qui a commencé à s'organiser en tant que classe sociale au cours des années 1830 et 1840. La première éclosion du prolétariat catalan s'est produite à Barcelone en 1835, lors que les ouvriers insurgés ont brûlé la première fabrique à vapeur de la Catalogne.<sup>27</sup> C'est un mouvement similaire à ceux du capitain Swing en Angleterre<sup>28</sup> ou des canuts de Lyon.<sup>29</sup> En 1842 et 1843 se sont produit deux insurrections populaires qu'on a appelées en catalan les *bullangues* (émeutes). C'est l'État libéral qui a réprimé les *bullangues* par le bombardement aveugle de Barcelone depuis le château de Monjuïc et la forteresse de la Citadelle. Ce qui lui a valu l'hostilité

<sup>24</sup> Jordi Nadal, *El fracaso de la Revolución industrial en España, 1814-1913*, Barcelone, Ariel, 1975.

<sup>25</sup> Jordi Maluquer, *Catalunya la fàbrica d' Espanya 1833-1936*, Edicions de l'Ajuntament de Barcelona, 1985.

<sup>26</sup> Anatoli Ado, *Paysans en révolution. Terre, pouvoir et jacquerie, 1789-1794, Préface de Michel Vovelle, Paris, Société des Études Robespierriennes, 1996. Première édition russe, 1971.*

<sup>27</sup> Manuel Reventós, *Els moviments socials a Barcelona en el segle XIX*, pròleg de Pere Gabriel, Barcelone, Editorial Crítica, 1987.

<sup>28</sup> George Rudé, *La multitud en la historia. Los disturbios populares en Francia e Inglaterra (1730-1848)*, Madrid, Siglo XXI, 1989.

<sup>29</sup> Ludovic Frobert, *Les canuts ou la démocratie turbulente, Lyon, 1831-1834*, Paris, Éditions Tallandier, 2009.

résolue du peuple. Le prolétariat urbain catalan et les autres classes populaires ont hérité de la réputation d'insurgés et d'ingouvernables que les Catalans s'étaient acquise entre 1640 et 1714 et des témoignages attestent que, lorsqu'ils s'insurgeaient, ils gardaient en mémoire leur passé de lutte et leurs anciennes libertés.<sup>30</sup>

De son côté, la bourgeoisie tentait de créer une tout autre image : celle de Catalans épris d'ordre, laborieux, « habiles à tirer le pain des pierres ». Moyennant quoi, elle se réfugiait dans les bras de l'armée et de l'État espagnol chaque fois qu'il fallait réprimer ces ouvriers insurgés et ingouvernables et, plus généralement, le peuple de Barcelone. Ces classes populaires, quant à elles, continuaient de parler catalan tandis que les classes dominantes s'espagnolisaient, politiquement et linguistiquement. Elles vivaient, comme dit Joan-Lluís Marfany, dans le monde de la diglossie, parlant et écrivant le castillan dans les relations publiques et réservant le catalan pour la vie de tous les jours.<sup>31</sup> D'autre part les structures centralistes du nouvel État libéral espagnol, avec l'adoption en 1833 de la division en provinces, n'ont pas non plus été un facteur d'égalité dans le développement comme l'avait initialement été, dans l'esprit de ses fondateurs, la création des départements français en 1789. Le modèle adopté était radicalement centralisateur, calqué sur le modèle napoléonien et sur l'administration des territoires par l'entremise des préfets. Cette division en provinces n'a pu empêcher l'accentuation du développement inégal caractéristique du capitalisme et en l'Espagne moins qu'ailleurs.

En dépit des efforts de la bourgeoisie catalane pour s'espagnoliser et pour participer au gouvernement de l'Espagne, il y avait une contradiction objective entre les libéraux de Castille ou de Valence, qui étaient partisans du libre échange, et les industriels catalans qui étaient protectionnistes. En outre le libéralisme espagnol était en position de subsidiarité par rapport au colonialisme anglais sur les mines et les secteurs agraires du Sud. Il était donc naturel que le capital industriel catalan (protectionniste) entre en conflit à maintes reprises avec les politiques économiques décidées par le gouvernement espagnol. Malgré cela, la bourgeoisie catalane n'a jamais cessé d'être espagnole et de se considérer comme telle. Elle se bornait à tenter d'exercer son influence sur le gouvernement de l'Espagne et, dans la mesure du possible, à y participer. Nous retombons une fois de plus sur un mode de comportement auquel la bourgeoisie catalane n'a jamais renoncé. Elle n'y renonce pas davantage aujourd'hui. Si nous ajoutons aux insuffisances de la révolution libérale en Espagne la déroute de la révolution de 1868 et de la Première République, nous pouvons dire de l'ensemble du processus qui s'est déroulé de 1812 à 1874 qu'il a été la première révolution passive de l'histoire de l'Espagne.<sup>32</sup> Je parlerai plus loin des deux autres révolutions passives qui se sont produites dans l'histoire de l'Espagne.<sup>33</sup>

---

<sup>30</sup> Josep Fontana explique comme suit la première tentative de renverser la Ciutadella, tentative qui fut réprimée par un bombardement féroce : « Pour justifier leur participation à la tentative de renversement de la forteresse, les membres d'un bataillon de la milice nationale, essentiellement formé d'artisans, faisaient valoir leur droit à récupérer des terrains dont ils avaient été dépouillés « par la force et le caprice d'un tyran » et observaient qu'ils l'avaient fait « Parce que nous sommes des hommes libres, nous sommes des Catalans ». Cette formule me fait songer à un phénomène semblable à ceux qu'examine E.P. Thompson au chapitre 4 (*The free-born Englishman*) de son livre intitulé *The Making of the English Working Class*, (1963), traduit en espagnol sous le titre *La formación de la clase obrera en Inglaterra*, Barcelone, Editorial crítica, 1989, prologue de Josep Fontana, tome 1, pp. 71- 98.

<sup>31</sup> Joan Lluís Marfany, *Llengua, nació i diglòssia*, Barcelone, L'Avenç, 2008.

<sup>32</sup> J'emprunte ce concept de Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere*, edizione de l'Istituto Gramsci a cura di Valentino Gerratana, Torino, Einaudi, editore, Quaderno 10, XIV, pp. 1324-1325.

<sup>33</sup> Joaquin Miras et moi nous avons proposé une interprétation de l'histoire de l'Espagne contemporaine comme trois révolutions passives et un génocide entrelacé dans notre brochure : *La izquierda como problema*, Barcelone, El Viejo Topo, 2013.

L'usage de la langue catalane et le sentiment d'appartenir à un groupe social interclassiste se disant catalan ont été au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle l'apanage des classes populaires : ouvriers et artisans urbains ou ruraux, *rabassaires*,<sup>34</sup> petits industriels et commerçants. Ce sentiment d'appartenance, nous le percevons moins comme une preuve de nationalisme au sens moderne du mot que comme un ensemble de formes culturelles propre aux classes subalternes. Des formes culturelles au sein desquelles la mémoire d'antiques « libertés » catalanes érigées en mythes se juxtapose et se fond avec les nouvelles cultures politiques issues de la révolution française et des révolutions de 1830 et de 1848 : le communisme utopique d'un Étienne Cabet, le fédéralisme d'un Proudhon, le républicanisme et l'ouvriérisme étaient prédominants chez les ouvriers et les artisans des villes industrielles de Catalogne. Cet amalgame, on peut l'interpréter de différentes façon mais il n'a certes rien de bourgeois, contrairement à ce que prétendent les tenants d'un marxisme rouillé à la Kautsky. Le mouvement des chœurs de Clavé est une manifestation de cette réalité. Ce n'est pas la seule.

De leur côté, la bourgeoisie industrielle et les latifundistes catalans se considéraient comme espagnols et ne parlaient catalan « que dans l'intimité ». La bourgeoisie catalane n'a récupéré le drapeau de la langue et de la culture catalanes que lorsqu'elle a compris qu'on ne lui permettait pas de participer au gouvernement de l'Espagne, à l'époque de ce qu'on appelle la Restauration, après 1874.<sup>35</sup>

La bourgeoisie industrielle catalane, qui avait aspiré moins à être une classe hégémonique (dirigeante) qu'à participer au gouvernement de l'Espagne, a constaté que les autres fractions de la bourgeoisie espagnole ne lui permettaient pas de prendre sa part du gâteau. Elle s'est également aperçu avec amertume qu'au sein du Royaume d'Espagne, il n'y avait que des politiques libre-échangistes qui portaient gravement préjudice à l'industrie catalane. En outre, elle a constaté l'impuissance et l'inefficacité d'une État, le Royaume d'Espagne, qui perdait ses colonies au moment où les autres États impérialistes se partageaient le monde. En tant qu'État impérialiste, l'Espagne était un échec. Ce n'est certes pas que l'envie lui manquait d'être impérialiste. Au cours de ces années-là, l'Espagne a perdu ce qui lui restait de son ancien empire : Cuba, Porto Rico et les Philippines. Dans le partage du Maroc avec la France, c'est la partie la plus pauvre qui lui est échue. Tout cela n'a fait qu'augmenter le mécontentement de la bourgeoisie industrielle catalane à l'égard de l'État libéral-conservateur, profondément corrompu et caciquiste appelé le Royaume d'Espagne.

Les dernières années du XIX<sup>ème</sup> siècle voient naître le régionalisme politique bourgeois catalan. C'est le moment où le *fait catalan* devient le *phénomène politique catalan*, pour reprendre les mots de Pierre Vilar. La bourgeoisie industrielle catalane commence à soutenir et même à stimuler le mouvement plus ou moins populaire autour de la culture et de la langue catalanes. Ce faisant, elle tente de disputer l'hégémonie politique aux classes subalternes et aux secteurs ouvriéristes, syndicalistes, anarchistes et républicains, fédéralistes ou non. Elle tente également d'obtenir une base de masses afin de pouvoir peser dans le conflit et la négociation avec les autres fractions de la

---

<sup>34</sup> Rabassaire: paysan lié à un bail appelé *rabassa morta*. Ce contrat durait autant que la souche du vignoble était vivante. Au cours de la deuxième république, une loi progressiste adoptée au parlement de la Catalogne fut annulée par la Cour des garanties constitutionnelles. Cette annulation fut l'une des raisons de l'insurrection du 6 octobre 1934. Le parti bourgeois catalan (*Lliga regionalista*) soutint les propriétaires terriens, tandis que l'ERC soutenait les *rabassaires*. La *Lliga* soutint aussi le gouvernement de la droite philofasciste qui régnait à Madrid, tandis que l'ERC et d'autres forces ouvrières appelaient à une insurrection contre le danger de la fascisation, et faveur de l'autonomie.

<sup>35</sup> « Si la vieille politique des modérés et des progressistes s'était faite en castillan – durant les journées de la révolution de 1868, Víctor Balaguer s'adressait en castillan aux masses de Barcelone – la nouvelle politique du catalanisme aurait dû se faire dans la langue des couches populaires que l'on voulait mobiliser. Mais pour que ce soit possible, il aurait fallu au préalable récupérer une langue que la bourgeoisie avait abandonnée ». Josep Fontana : *La formació d'una identitat: Una història de Catalunya*, ob.cit. (Kindle Locations 4533-4536).

bourgeoisie espagnole. C'est alors que naît le catalanisme politique bourgeois. Mouvement culturellement hétéroclite qui, culturellement, oscille entre le conservatisme le plus radical et le républicanisme, le fédéralisme et l'ouvriérisme. Ce catalanisme est un mouvement qui hésite entre le nationalisme et le régionalisme. Il faut reconnaître qu'il naît sur une base populaire réelle. La bourgeoisie industrielle devient, pendant cette période, la classe nationale en Catalogne. Ses porte-drapeaux s'appelleront Prat de la Riba, Torras i Bages, Puig i Cadalfach et Francesc Cambó. Avec, entre eux, toutes les divergences que je ne puis résumer ici.

Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, l'initiative politique du régionalisme bourgeois est parvenue à former le mouvement de la *Solidaritat catalana*, habile à rassembler une série de mécontentements populaires de tous ordres, depuis le républicanisme jusqu'au carlisme et à la *Lliga* régionaliste qui était prépondérante. Ce mouvement lui a permis, en Catalogne, de rompre avec le régime électoral caciquiste et clientéliste de la Restauration et d'ouvrir au sein du régime une brèche institutionnelle qui lui permettait d'avoir sa représentation politique propre au sein des institutions. En même temps, elle a acquis une certaine dose d'auto-gouvernement avec la *Mancomunitat de Catalunya*.

À aucun moment ni les dirigeants bourgeois ni le mouvement catalaniste dans son ensemble n'ont songé à abandonner l'Espagne, à édifier un État-nation catalan séparé du royaume d'Espagne. Ils visent uniquement à influencer le gouvernement central, à protéger l'industrie, à se gouverner eux-mêmes avec plus de souplesse et plus d'efficacité que ne le fait l'État corrompu créé par la Restauration. Ils suivent une constante, le mode de comportement habituel de la bourgeoisie catalane. C'est encore le cas aujourd'hui.

Selon Niceto Alcalá Zamora, Cambó prétendait être le Bolivar de Catalogne et le Bismarck d'Espagne. Mission impossible. Impossible d'être les deux à la fois. À mon avis, Cambó n'a jamais voulu imiter Bolivar car il n'a jamais lutté pour l'indépendance de la Catalogne. Ses déclarations en faveur de la nationalité catalane étaient destinées à accumuler des forces, non pour devenir le Bismarck d'Espagne mais pour permettre à la Catalogne de jouer un rôle semblable à celui du Piémont en Italie dans la construction d'un État-nation espagnol plus moderne, c'est à dire plus en accord avec les besoins du capitalisme industriel.

Peine perdue. Les propriétaires terriens semi-féodaux des campagnes espagnoles et les secteurs de la grande oligarchie financière n'étaient pas disposés à céder face aux exigences de la bourgeoisie industrielle catalane, ni en ce qui concerne le partage du pouvoir ni pour une politique économique qui aurait favorisé l'industrie nationale. Là réside la contradiction qui est à l'origine du processus de constitution de la Catalogne en nation. La bourgeoisie industrielle catalane a fait appel aux masses pour obtenir les forces dont elle avait besoin dans le combat qu'elle menait pour ses intérêts particuliers de classe. Et elle a dû pour ce faire se transformer en classe nationale, en exerçant la direction du mouvement catalaniste. Mais le régionalisme/nationalisme catalan de l'époque comme celui d'aujourd'hui a un problème : quand on incite les masses à participer, on perd facilement le contrôle. On se laisse facilement déborder.

D'autre part la lutte de classes allait rompre la Solidarité catalane. En plus, Barcelone était non seulement la capitale du régionalisme politique catalaniste mais aussi la *Rosa de Fuego* (Rose de feu : expression utilisée par les anarchistes) du mouvement ouvrier et populaire. Il y eut tout d'abord la première grève générale de 1902, puis, en 1909, la grève générale contre la guerre du Maroc, que les classes dominantes catalanes appelèrent la *Setmana Tràgica*. La bourgeoisie

catalane n'a pas hésité à solliciter à nouveau l'aide de l'État bourbonien, caciquiste et corrompu. La répression anti-ouvrière a été féroce. Ce scénario s'est reproduit des années plus tard, au moment de la croissance du syndicalisme de la CNT, durant la grève des travailleurs de l'entreprise électrique *La Canadiense* et durant les Trois années noires (1920-1923). La bourgeoisie catalane s'est jetée dans les bras de l'État, elle s'est faite plus espagnole que jamais, elle a été à l'origine du coup d'État de Primo de Rivera (1923) ainsi que du maintien de sa dictature jusqu'en 1930. La bourgeoisie catalane avait cessé de diriger le mouvement catalaniste. Ses intérêts de classe l'amenaient à être de nouveau une classe espagnole, très espagnole.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le 14 avril 1931, la proclamation de la Deuxième République se soit faite, à Barcelone, aux accents de la Marseillaise et aux cris de « Mort à Cambó ! » et « Vive Macià ! ». Macià était un nationaliste radical, républicain et démocrate, provenant de la petite bourgeoisie. En Catalogne, le parti qui a triomphé aux élections municipales puis générales, c'est l'ERC (*Esquerra Republicana de Catalunya* - Gauche républicaine de Catalogne), un parti populaire et ouvrier produit par l'addition et la convergence d'un mouvement républicaniste étendu et capillaire des classes populaires catalanes, des *rabassaires* et des travailleurs industriels, d'un monde associatif composé d'une infinité de cercles culturels, de coopératives de consommation et de production. La victoire de l'ERC aux élections municipales du 14 avril n'était pas due à une campagne électorale improvisée, elle était l'aboutissement d'une longue accumulation de forces au sein des couches ouvrières et populaires, démocratiques et républicaines. Elle incluait différentes cultures politiques allant du républicanisme fédéraliste de Lluís Companys à l'indépendantisme minoritaire du petit groupe *Estat Català*,<sup>36</sup> de la culture coopérative des *rabassaires* à l'associationisme républicain, fédéral et ouvriériste. La petite bourgeoisie avait pris la place de la bourgeoisie à la tête du mouvement national. Le caractère plus populaire, plus démocratique et plus républicain était évident.

Durant la période républicaine, les classes subalternes étaient réparties entre d'un côté l'ouvriérisme anarchiste et de l'autre le catalanisme populaire. Souvent on penchait pour les deux à la fois : en tant qu'ouvrier, on adhérait à la CNT, mais à côté de l'expérience ouvrière, il y avait aussi une identité catalane, républicaine, populaire et, par conséquent, lors des élections, au lieu de suivre les consignes abstentionnistes du syndicat, on votait pour l'ERC. La résistante au fascisme durant les 30 mois de guerre et de révolution (1936-1939) a été dirigée par une alliance instable entre l'ouvriérisme de la CNT et le républicanisme populaire et démocratique regroupé au sein du *Frente Popular* qui pris en Catalogne la forme spécifique du *Front d'Esquerres de Catalunya* (Front de Gauches de Catalogne), conforme à la réalité politique catalane qui différait de celle du reste de l'Espagne. Cette alliance n'était pas sans comporter des contradictions, dont certaines très graves. Dans ce contexte, la politique judicieuse du PSUC (*Partit Socialista Unificat de Catalunya*), fondé

---

<sup>36</sup> Petite secte philofasciste.

en 1936)<sup>37</sup> a visé à transmettre la direction du catalanisme populaire à la classe ouvrière et à gagner la guerre en même temps que s'opérait une profonde révolution démocratique.

L'absence de jacobinisme sous la Deuxième République, modérée, a abouti à ce que les principales transformations démocratiques qui étaient à l'ordre du jour ne s'opèrent pas : les réformes sociales, la réforme agraire, l'autodétermination des peuples d'Espagne et des colonies sont restées en suspens. Nous pouvons à juste titre parler de révolution espagnole passive à propos des premières années de la Deuxième République. Les conséquences de cette révolution passive ont été terribles: a) la guerre civile de 1936-1939, qui s'est livrée entre deux armées de paysans ; b) le fait que les troupes fascistes ont trouvé leurs bases opérationnelles dans certaines colonies d'Afrique du Nord, colonies auxquelles une République plus démocratique et plus populaire aurait dû octroyer le droit à l'autodétermination. Ainsi se vérifie une fois de plus le constat de Marx : «Un peuple qui en opprime un autre forge ses propres chaînes ».

Nous l'avons vu, le catalanisme des années de la Deuxième République a été un catalanisme républicain et populaire. La *Lliga regionalista*, le parti de la bourgeoisie industrielle catalane, s'est employée à boycotter la République, de toutes ses forces, et à faire alliance avec la droite semi-fasciste de Lerroux et de la CEDA.<sup>38</sup> Quand le coup d'État fasciste s'est produit, en 1936, face à la poussée ouvrière et populaire qui avait battu le fascisme, la bourgeoisie catalane a fui à l'étranger ou à Burgos et elle a apporté son soutien au fascisme ou elle l'a financé.

La guerre, on le sait, a été perdue par les républicains et démocrates catalans et aussi par le reste des républicains et démocrates espagnols. Le fascisme s'est comporté avec eux comme l'inquisiteur Arnaud Amalric lors du siège de Béziers, pendant la croisade contre les Albigeois : « *Neca eos omnes. Deus suos agnoscet* » (Tuez-les tous .Dieu reconnaîtra les siens ». Autrement dit la répression fasciste n'a pas fait dans le détail.

*L'institution terroriste des dogmes du nationalisme espagnol d'État  
sous la dictature franquiste (1939-1975)*

La longue dictature franquiste a soutenu et elle a été soutenue par une idéologie politique réactionnaire : un nationalisme d'État niant la pluri-nationalité des peuples d'Espagne. Les relations entre le national-catholicisme et les théories fascistes de l'époque, complexes et pleines de nuances, ont suscité un débat historiographique très riche mais dépourvu d'intérêt pour le sujet qui nous occupe ici : le nationalisme espagnoliste exclusif d'État était un trait commun au phalangisme (c'est à dire au fascisme le plus orthodoxe), aux membres de la très catholique *Asociación Nacional de Propagandistas Católicos* (ANPC) et au carlisme. Les idéologues du franquisme revendiquaient comme racines de leur idée de l'Espagne la construction de l'État absolutiste de l'époque, qu'ils

---

<sup>37</sup> Sur la politique nationale du PSUC à cette époque, on peut lire, de Manuel López Esteve, *El PSUC i la lluita per l'alliberament nacional*(1936-1939) dans l'ouvrage de Josep Puigsech et Giaime Pala (dir.) *Les mans del PSUC. Militància*, Barcelone, Documents del memorial democràtic, n° 7, 2017, pp. 42-62.

<sup>38</sup> Il suffit ici de rappeler la question de la *Ley de contratos de Cultivo* (*Llei de Contractes de Conreu*) et l'attitude diamétralement opposée entre l'Institut catalan de Sant Isidre et les « rabassaires ». La lutte de classes adopte parfois des formes et des discours que le paradigme ouvrieriste de kautsky ne permettra jamais de comprendre.

appelaient l'Empire (*Imperio*). Rappelons leur devise : « *Por el Imperio hacia Dios* » (Par l'Empire jusqu'à Dieu).

Cette tentative de construction d'un État nationalement homogène au moyen des méthodes terroristes propres au fascisme s'est traduite par une nouvelle tentative d'anéantissement du fait catalan : langue et culture interdites, chassées de l'école et des médias, leur emploi dans les lieux publics persécuté.<sup>39</sup> Mais le franquisme a échoué dans cette entreprise. Il n'a pas réussi à anéantir le sentiment national catalan ; il n'a pas pu en finir avec la langue catalane. Le peuple catalan a continué à parler catalan et à se percevoir comme appartenant à une communauté nationale opprimée au sein d'un État fasciste.

En 1939, la bourgeoisie industrielle catalane est revenue en Catalogne dans les rangs ou sur les pas des troupes franquistes ; elle a récupéré ses entreprises, elle a participé avec enthousiasme à l'édification de l'*Estado Nuevo* fasciste, à la répression et à l'encadrement de la classe ouvrière et des autres couches populaires qui avaient été mises en déroute.<sup>40</sup> En dépit de cette attitude servile et complice à l'égard du fascisme, la bourgeoisie industrielle catalane n'a pas réussi à exercer une influence sur les politiques économiques dans les premières années de l'État franquiste. Il faudra attendre la fin des années 1950 pour voir certaines fractions de la bourgeoisie catalane influencer sur les politiques industrielles du régime et commencer à tenter de prévoir la transition politique future. Des personnages comme le ministre franquiste et membre de l'Opus Dei, Laureano López Rodó ou l'économiste Fabián Estapé ne doivent rien au hasard. Certaines fractions de la bourgeoisie catalane ont participé à la proposition de création d'une *Junta de Rabadans*<sup>41</sup> avancée par Jaume Vicens Vives.<sup>42</sup> Elles cherchaient à aller de l'avant dans leur reconfiguration politique et culturelle en tant que classe à la fois de l'intérieur du régime et sur ses marges. Des institutions comme le *Círculo de Economía*, des personnalités comme Joaquin Ferrer Salat et Jordi Pujol ont joué un rôle déterminant dans cette tentative de reconstitution sociale et politique de la fraction territoriale catalane de la bourgeoisie espagnole, aux marges du régime.<sup>43</sup> Il s'agissait, d'un côté, d'articuler l'influence des intérêts « catalans » à « Madrid » (c'est à dire au gouvernement du régime) et, d'un autre, de préparer la nécessaire transition du franquisme à une nouvelle forme de domination de caractère libéral-représentatif comme le régime actuel.

---

<sup>39</sup> Il est vraiment affligeant de lire les tentatives de certains intellectuels qui tentent de minimiser la répression linguistique et culturelle du franquisme. Voir Eduardo Mendoza, *Qué está pasando en Catalunya*, Barcelona, Seix Barral, novembre 2017. Le manque d'empathie de Mendoza à l'égard des catalanophones me met très mal à l'aise.

<sup>40</sup> J'ai rédigé une monographie sur cette question. Cf. Joan Tafalla, "La potencia creadora de la nación": depuració, enquadrament, control i disciplina de la força de treball en una fàbrica tèxtil llanera de Sabadell (1939-1947)", Sabadell, revista Arrahona, 2005: Núm.: 29 , 4a època.

<sup>41</sup> Ce grand historien catalan (d'orientation bourgeoise) proposa en 1957 la recréation du nationalisme bourgeois catalan en vue d'une transition contrôlée entre le franquisme et la démocratie (à l'occidentale) où la bourgeoisie catalane devait avoir une représentation politique hégémonique. Le régime dictatorial ne permettant pas de s'exprimer clairement, il a utilisé l'expression *Junta de Rabadans* (Assemblée de bergers) pour se référer au projet de procès d'agrégation politique des diverses forces politiques et sociales de la droite catalane non franquiste avec des secteurs « réformistes » du régime.

<sup>42</sup> Voir mon travail inédit sur *La geopolítica i el projecte de país de Jaume Vicens Vives* (inédit, 1993).

<sup>43</sup> Même si cette fraction de la bourgeoisie ne jouait pas tout entière contre le régime.

En Catalogne, ce sont la classe ouvrière et les couches populaires du catalanisme démocratique qui ont pris la tête de la résistance antifasciste. Le Parti des communistes catalans, le PSUC a, tout au long des années 1940, 1950 et 1960, cherché à unir l'opposition anti-franquiste en adoptant une juste politique caractérisée par un caractère national et classiste.<sup>44</sup> À partir de 1960, cette politique s'est fondée sur une brochure intitulée *El problema nacional català (Primera part. Antecedents històrics. Segona part. El moviment nacional sota la direcció de la burgesia (1898-1936)*. Rédigée par Pere Ardiaca, cette orientation allait être, au terme d'un ample processus de discussion collective, adoptée par le PSUC, qui en fit un ouvrage de référence pour l'interprétation de l'histoire nationale catalane.<sup>45</sup>

Le “*desarrollismo*” (la politique de développement) des années 1960, a produit une industrialisation dans le nord et le centre de l'Espagne. La Catalogne a participé à ce développement et a continué d'être “la fabrique de l'Espagne” même si, désormais, elle n'était plus seule. Les régions de Madrid, de Valence ou de Séville ont connu une industrialisation accélérée qui a modifiée tout à la fois la part de chaque région dans le PIB et la constitution de classe de chacun des territoires d'Espagne. Des fractions de la bourgeoisie d'autres secteurs s'unissaient à la bourgeoisie industrielle, des couches toujours plus nombreuses de travailleurs des campagnes émigraient vers les villes et s'intégraient à la classe ouvrière industrielle des grandes aires métropolitaines.

Dans le cas de la Catalogne, l'industrialisation des années cinquante et soixante a produit un changement démographique radical. La population est passée de 2 millions et demi d'habitants à la fin des années 1950 à 6 millions en 1980. Ce changement démographique était le fruit d'une immigration massive de travailleurs originaires d'autres régions d'Espagne. Ces travailleurs qui, naturellement, ne parlaient pas catalan pas plus qu'ils ne se sentaient, au départ, catalans. Ce phénomène a profondément modifié la question nationale. Le risque d'une division des habitants de Catalogne entre travailleurs catalans d'origine et travailleurs catalans d'adoption était à l'époque un danger latent. Cette émigration massive se produisait dans un contexte politique franquiste où la langue et la culture catalanes étaient semi-clandestines. Les enfants de ces émigrés ne pouvaient pas accéder au catalan à travers l'école puisque l'usage du catalan y était interdit. Il n'y avait pas de médias de masse en catalan. Le mélange et le métissage entre anciens Catalans et Catalans nouveaux n'était pas davantage facilité par la concentration de cette population nouvelle dans les banlieues, ou les quartiers avec des constructions nouvelles; ni par les journées de travail passées dans des fabriques unilingues où l'on en parlait que castillan.

---

<sup>44</sup> Nous nous écarterions ici de notre propos si nous nous penchions sur l'œuvre et la figure de Joan Comorera, premier secrétaire général du PSUC, exclu du Parti en 1949, accusé de titisme et de nationalisme. Il a fourni une contribution appréciable au débat sur la question nationale et sur les relations entre la Catalogne et l'Espagne. Voir l'excellente biographie de Miquel Caminal : *Joan Comorera i la revolució democràtica*, 3 tomes, Barcelone, editorial Empúries, 1985. Voir certains des écrits de Comorera sur : <https://www.marxists.org/catala/comorera/index.htm>

<sup>45</sup> Le Parti des communistes de Catalogne, fondé en 1982 pour réagir contre la politique eurocommuniste durant la transition, a réédité cette brochure au cours des années 80 et l'a utilisée comme document de référence et de formation de ses militants.

Les nationalistes andalous et certains secteurs de l'extrême gauche ont tenté d'exploiter le filon. Ils prétendaient transformer les contradictions internes entre différentes fractions et secteurs de la classe ouvrière en une lutte de classes entre bourgeois et ouvriers. Comme si tous les Catalans de naissance faisaient partie de la bourgeoisie et comme si tous les immigrants étaient des prolétaires. Il s'agissait d'une position corporative démagogique qui n'avait rien d'organique.

La juste politique communiste (du PSUC) et du syndicat clandestin des *Comisiones Obreras* était plus naturelle, plus conforme aux besoins réels de la classe ouvrière; elle consistait à considérer comme citoyen de Catalogne toute personne vivant et travaillant en Catalogne, à lutter pour l'unité de la classe ouvrière et du peuple en même temps que s'échafaudait une juste politique reliant la lutte sociale à la lutte nationale. Ces deux axes stratégiques ont été déterminants pour éviter la division des habitants de Catalogne en deux communautés nationales. Elle a permis au PSUC de disputer l'hégémonie aux forces du nationalisme conservateur. Cette lutte pour l'hégémonie n'aurait pas été possible sans son combat pour unir les travailleurs, unir le peuple et unir les gauches. Cette politique a eu pour dénominateur commun le mot d'ordre d'opposition au franquisme: "*Llibertat, amnistia, estatut d'autonomia*". Notons qu'au cours de ces années, l'objectif des forces démocratiques catalanes était moins d'accéder à l'autodétermination que de récupérer le statut d'autonomie approuvé en 1932, sous la Deuxième République espagnole.<sup>46</sup>

Le 11 septembre de cette même année 1977, un million de personnes ont manifesté à Barcelone aux cris de "Nous sommes une nation" pour exiger un statut d'autonomie. À l'époque, il n'y avait pas conflit entre le social et national.

Cette politique a permis à la gauche (socialistes et communistes) de gagner la majorité aux élections de juin 1977, à la différence ce qui s'est passé partout ailleurs en Espagne. Un danger pour les intérêts conservateurs dans ce contexte géo-politique où prédominait ce qu'on appelle le facteur K.<sup>47</sup>

La droite nationaliste catalane et le gouvernement central composé par le parti héritier du franquisme durent manœuvrer pour diviser la gauche, lui disputer l'hégémonie et la battre lors des premières élections autonomistes. Le nationalisme conservateur a conquis alors une majorité électorale qu'il allait conserver pendant 23 ans.

### *La troisième révolution passive, le régime de 1978 et le droit à l'auto-détermination*

Au cours des années 1960 et 1970, la force et la radicalité du mouvement ouvrier et démocratique n'ont pas été suffisantes pour parvenir à une rupture démocratique avec le franquisme et avancer vers des transformations démocratiques et sociales profondes, y compris en ce qui concerne la

---

<sup>46</sup> Giaime Pala a fait une excellente description de la politique nationale du PSUC durant ces années dans *El PSUC davant la qüestió nacional (1949-1980)*, in *Les mans del PSUC. Militancia*, ob.cit. pp. 202-221.

<sup>47</sup> Expression des années 1980, pour désigner l'opposition des États-Unis à toute participation du PCI au gouvernement. Cette interdiction affectait tous les pays prochains.

question nationale. Nous voici face à la troisième révolution passive de l'histoire d'Espagne, une révolution » qui s'est traduite par les accords qui ont conduit à la Constitution de 1978 et à ce qu'on appelle aujourd'hui en Espagne le régime de 1978. Un régime vieux aujourd'hui de 40 ans.

La Constitution de 1978 ne reconnaît pas le caractère plurinational de l'État espagnol et encore moins le droit à l'auto-détermination. L'article 2 affirme à deux reprises la notion d'indissolubilité. "La Constitution se fonde sur l'unité indissoluble de la Nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols et reconnaît le droit à l'autonomie des nationalités et régions qui en font partie ainsi que la solidarité entre elles toutes". Sa rédaction a été conditionnée par l'intervention de l'un des appareils de l'État profond: les forces armées et, à travers elles, la couronne".<sup>48</sup>

On n'a pas offert au peuple catalan pas plus qu'aux autres peuples d'Espagne la possibilité de voter sur le caractère républicain ou monarchique du nouveau régime. Contrairement à ce qu'on lui a fait croire, le peuple a eu le choix non pas entre "démocratie ou dictature" mais entre "monarchie ou monarchie", entre "indissolubilité et indivisibilité ou rien". Cela revient à un déni total du droit à l'autodétermination.<sup>49</sup>

Les droits sociaux sont inscrits dans plusieurs articles de la Constitution. Au quotidien, ils restent lettre morte. En revanche, la propriété privée, la monarchie et l'indivisibilité de la patrie sont bel et bien réelles. Ce sont là les traits fondamentaux du régime. Derrière ce que les nationalistes espagnols appellent "État de droit", il y a quelque chose de dur, d'intransigeant, d'irréformable: l'État profond, l'État qui perdure par-delà les conjonctures électorales et les gouvernements qui se succèdent. L'État conçu comme une armature qui structure un pays, comme un tissu de lois, comme une culture sous-jacente à l'administration des choses, comme une école qui façonne une certaine idéologie nationaliste d'État.

L'État espagnol actuel (comme tout État) est un éthos, une culture nationale déterminée imposée à des territoires qui ne relèvent pas de cette culture et ne s'identifient pas à elle. Mais au sein de cet État pris en son sens intégral, il y a un noyau dur: la haute administration de l'État, un appareil judiciaire répressif et, en dernière instance, l'armée. Un État profond, réel, un pouvoir dur, hiératique, qui n'a rien de la liquidité invoquée par des philosophes et des sociologues post-modernes. Un État profond qui, dans le cas espagnol, a modernisé ses formes et ses techniques de domination mais qui demeure le garant d'une longue continuité de domination incontestée. Et un État qui, lorsque le consensus fait défaut, revêt à nouveau son aspect le plus dur: la coercition, l'état d'exception permanent et non déclaré, la violence ouverte. Comme cela s'est passé le 1er octobre 2017. Les bases tant productives que culturelles du régime demeurent, ne l'oublions pas, scellées

---

<sup>48</sup> José Antonio Martín Pallín, *El Ejército, ¿guardián del ordenamiento constitucional?* [https://www.infolibre.es/noticias/foro\\_milicia\\_democracia/2016/06/01/el\\_ejercito\\_guardian\\_del\\_ordenamiento\\_constitucional\\_50597\\_1861.html](https://www.infolibre.es/noticias/foro_milicia_democracia/2016/06/01/el_ejercito_guardian_del_ordenamiento_constitucional_50597_1861.html)

<sup>49</sup> Le roi abdicataire, Juan Carlos de Borbón y Borbón, a déclaré : « Quelques jours avant de mourir, Franco m' a pris la main et m' a dit : « Altesse, la seule chose que je vous demande, c' est de préserver l' unité de l' Espagne. Il ne m' a pas dit « Fais-ci, ou fais-ça ». Non, l' unité de l' Espagne et rien d' autre. ... Si tu y réfléchis, cela signifie beaucoup de choses ». Certes, c' est clair, cela signifie beaucoup de choses : <http://www.elmundo.es/espana/2016/02/16/56c25d05e2704e8d458b4599.html>

avec l'adhésion à la Communauté européenne, en 1985, sans que celle-ci ait donné lieu au préalable à un débat transparent sur les clauses délétoires du traité d'adhésion. Même remarque à propos de l'adhésion à l'OTAN qui a eu lieu en 1982 et qui a été confirmée par le referendum de 1986, après le volte-face du PSOE. Signalons néanmoins, et pour compléter ce que nous avons dit au sujet des divergences d'appréciation sur les questions de souveraineté, que les Catalans ont voté contre l'adhésion à l'OTAN, lors de ce referendum. Certains feraient sans doute bien de s'en souvenir.

En définitive, ce fut la troisième révolution passive de l'histoire de l'Espagne. Et avec elle, la troisième occasion manquée de créer une nation espagnole comprise comme nation de nations et de peuples, comme produit de l'union libre et égale des peuples qui partagent le territoire figurant sur la carte de l'actuel Royaume d'Espagne. Le nationalisme espagnol post-franquiste a peut-être réussi à créer une certaine identification dans des territoires déterminés et chez une partie des habitants de l'actuel Royaume d'Espagne. Mais il est clair qu'en Catalogne, il a lamentablement échoué. Il n'a pas réussi à y créer une nation politique unique de citoyens identifiée à l'actuel État espagnol. Il reste à prouver qu'un patriotisme espagnol, démocratique, populaire, républicain et fédéral, fondé sur le droit à l'autodétermination et sur la libre union des peuples puisse dans l'avenir construire une patrie commune à tous. Pour l'instant, ce n'est apparemment pas le cas. C'est peut-être la dernière chance de ce patriotisme républicain et fédéral espagnol. Une chance qui est en train de lui échapper comme le sable qui coule entre les doigts.

#### *L'actuelle crise du régime issu de la Constitution de 1978*

Le régime de 78 a connu une longue vie. La crise actuelle, qui a commencé en 2010 par une rébellion multiforme et moléculaire contre les mesures austéritaires prises par le gouvernement du PSOE<sup>50</sup>, qui s'est poursuivie avec le mouvement du 15 mai (des *Indignados*) et les Marches de la dignité et qui a remis en question la place de la Catalogne au sein du Royaume d'Espagne.

Il s'agit d'une crise de régime grave. Mais pas encore d'une crise organique. Certains, comme *Ciudadanos* ou le PSOE, prétendent arriver à sauver le régime avec des remaniements de détail à la Lampedusa. Ils estiment que cette crise serait résolue au moyen d'une quatrième révolution passive. Je crois, pour ma part, qu'il est encore trop tôt pour décréter que les jeux sont faits. Les forces de changement ont encore un espace politique et social pour tenter d'avancer vers une rupture du régime. Mais pour que cela soit possible, il faut une analyse claire, une stratégie et une politique justes.

---

<sup>50</sup> Nous pouvons rappeler la lettre de Mario Draghi et Claude Trichet aux gouvernements italien et espagnol le 4 août 2011. Le gouvernement espagnol nie l'existence de cette lettre. Toutefois le ministre italien de l'Économie, Giulio Tremonti, a confirmé que l'Espagne l'avait elle aussi reçue. On peut lire le texte de cette lettre dans le livre de Luciano Canfora, *È l'Europa che ce lo chiede*, Bari, Laterza, 2012, pp. 59-62. On la trouve également dans un livre du même auteur, *La historia falsa y otros escritos*, Madrid, Capitán Swing, 2013, pp. 49-51. José Luis Rodríguez Zapatero raconte en toute impudence, dans une interview accordée au País le 24 novembre 2013, comment l'article 135 de la Constitution espagnole a été révisé: "À l'époque, il a fallu faire preuve d'une grande prudence pour ne pas se trouver en position d'avoir à prendre d'autres mesures beaucoup plus dures sur le plan social... l'idée était de parvenir aux élections ou à la campagne électorale, comme cela s'était fait en Italie et en Grèce, avec des gouvernements techniques, ou de prendre une quelconque initiative qui impliquait une image de forteresse, de crédibilité". Le 27 novembre 2013, Zapatero a présenté publiquement ses mémoires, y compris, selon la presse, ce document que l'opinion publique lui demandait de façon plus ou moins formelle, près de deux ans après. [http://www.eldiario.es/zonacritica/ZP-guardo-memorias\\_6\\_201289873.html](http://www.eldiario.es/zonacritica/ZP-guardo-memorias_6_201289873.html).

Le régime de 78 se caractérise principalement par la perte totale de toute souveraineté politique, économique et militaire. D'un côté, on a une Espagne subordonnée aux desseins de la division internationale du travail à l'intérieur de l'Union européenne ou, ce qui revient au même, à ce que les géopoliticiens allemands des années 1920 et 1930 ont appelé une économie de grand espace (*Großraumwirtschaft*) ou, selon une vision plus européenne, "communauté de grands espaces vitaux" (*Lebensraumgemeinschaft*).<sup>51</sup> Cette subordination quasi coloniale s'est traduite par de grands changements au sein des structures économiques qui articulent le bloc espagnol historique: désindustrialisation; spécialisation dans des secteurs qui sont nuisibles pour l'équilibre territorial et l'environnement mais propices à la corruption systémique, comme le bâtiment ou le tourisme; destruction des droits sociaux et du droit du travail (40 réformes du droit du travail depuis 1980). Cela s'est traduit par un taux de chômage structurel insupportable qui dans les pires moments a atteint jusqu'à 26% (2013). Cela a abouti à ce que, depuis l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne, le chômage n'a jamais été inférieur à 10% (il est actuellement de 19%). Cela a signifié le passage d'un État non endetté à un État frappé d'une dette impossible à rembourser (100% du PIB).<sup>52</sup> En outre, cela a signifié la prolifération d'activités économiques clientélistes masquées par les budgets publics.

Aujourd'hui, le Royaume d'Espagne et, dans son sein, la communauté autonome de Catalogne est un État qui n'a aucune souveraineté sur les questions clés de l'économie et de la défense. Depuis 33 ans que nous faisons partie de l'Union européenne, le développement inégal a continué à s'aggraver, augmentant davantage encore les différences entre territoires. Ce développement inégal a aggravé les corporatismes des classes politiques régionales. Certaines classes politiques régionales qui stimulent des mouvements réactionnaires et corporatistes dans leur lutte pour se répartir les miettes de certains budgets de l'État orientés et réduits depuis l'UE. Toutes les classes politiques, et pas seulement la classe politique catalane.

Le mouvement ouvrier, lorsqu'il existe, se situe généralement comme force d'appoint pour la bourgeoisie locale ou régionale dans le partage des postes sociaux en baisse du budget public.

La crise financière de 2008 a eu un impact sur cette base productive et sur ces cultures politiques. Les politiques austéritaires imposées par la troïka ont été gravement préjudiciables aux classes ouvrières et populaires: baisses, privatisations, nouvelles réformes du droit du travail, bref, rien que le lecteur ne sache déjà. En Catalogne, les porte-drapeaux de ces réformes ultra-libérales ont été les gouvernements d'Artur Mas et de la traditionnelle coalition qui représente la bourgeoisie catalane depuis 1978.

Épiphénomène de cette position néocoloniale de l'Espagne, depuis la transition jusqu'à aujourd'hui, la classe politique s'est livrée à une corruption effrénée. Dans toute l'Espagne, règne la corruption de la bande criminelle du PP (le Partido Popular), la corruption du PSOE, celle des syndicats du

---

<sup>51</sup> Voir la communication que j'ai présentée à Rome, le 30 novembre 2014, sous le titre *¿Cómo construir un bloque histórico de los países del Mezzogiorno europeo por la recuperación de la democracia, de la soberanía nacional y del desarrollo social y ecológicamente justos?* <http://www.espai-marx.net/ca?id=8605>

<sup>52</sup> Sur la dette de l'État espagnol et ses conséquences au niveau des relations entre les peuples d'Espagne, on peut lire mon travail intitulé: *La servidumbre y la costumbre*, <http://www.espai-marx.net/ca?id=10180>

régime et celle d'une petite partie de la *Izquierda Unida (IU/ La Gauche Unie)* de la région de Madrid. En Catalogne, on constate la corruption galopante de *Convergencia Democrática*, et celle de l'*Unió Democràtica*, une corruption qui n'épargne pas certains maires du PSC ( *Partit dels Socialistes de Catalunya*). Toute cette corruption a atteint et atteint aujourd'hui encore des proportions hallucinantes. Il ne s'agit pas d'un phénomène individuel, conjoncturel ou sporadique: c'est un trait structurel du régime. La corruption ne tient pas à un vice intrinsèque de la classe politique, elle provient de la structure économique que j'ai analysée dans ce qui précède. Pour en finir avec la corruption, il faut plus qu'un sursaut de régénérescence: il faut des changements radicaux qui ne peuvent venir ni du régime ni de ceux qui le gèrent. Étant la cause du problème, ils ne peuvent contribuer à sa solution.

La population a réagi à la crise en créant de la base des mouvements comme la *Plataforma de Afectados por las Hipotecas (PAH)*, le Mouvement du 15 mai (15M/ *Indignados* ) et les Marches de la Dignité. De grands mouvements de masses dans toute l'Espagne, y compris en Catalogne, ont répondu, de 2010 à 2012 à tous ces problèmes et battu en brèche le régime. En 2014, l'apparition de *Podemos* et son alliance ultérieure avec *Izquierda Unida* ont élargi la brèche ouverte dans le front institutionnel, atteignant 5 millions de voix et gagnant le nombre de députés le plus élevé jamais obtenu en Espagne par la gauche située à la gauche du PSOE. Mais cela s'est arrêté là. On a renvoyé les gens chez eux, on a confié tout le travail aux institutions, on a privilégié la représentation au détriment de la démocratie. Disons, par respect pour la vérité, que si ces mouvements avaient été plus puissants et mieux articulés, à l'évidence le dessein de certaines directions de renvoyer les gens chez eux aurait échoué.

À l'heure actuelle, même si la crise du régime est profonde, elle ne va pas jusqu'à provoquer une crise organique. Le danger d'une cooptation de la nouvelle gauche ne s'est pas encore concrétisé. Pourtant, il est bien réel. Les premiers indices de transformisme politique, le syndrome de Syriza, sont là. Le programme de *Unidos Podemos* à propos de la dette publique prouve clairement que cette force agit, même si elle le fait dans les limites du syrisisme.<sup>53</sup>Nous voilà donc confrontés au risque de voir une quatrième révolution passive qui aboutirait à mettre en place pour quarante ans un nouveau régime lampédusien. À nous d'éviter ce danger, à nous de nous mettre à l'œuvre.

Dans le panorama de la crise actuelle, l'une des pièces encore incontrôlées est la question catalane.

*La bourgeoisie catalane favorable à un replâtrage du régime de 1978 et hostile à  
l'indépendantisme*

Je pense avoir démontré de façon irréfutable que la bourgeoisie catalane (la classe bourgeoise étant entendue comme un bloc complexe en perpétuelle recomposition) a toujours été une classe espagnole, ou mieux, une des fractions de classe dont se compose ce que nous pouvons appeler la bourgeoisie espagnole.

---

<sup>53</sup> J'ai fait une analyse sans complaisance des imprécisions du programme d'*Unidos Podemos* sur la dette dans ; [La servidumbre y la costumbre](#), ob.cit.

L'essor du mouvement indépendantiste en Catalogne a conduit certains "marxistes" rouillés, dogmatiques, à qualifier ce mouvement de mouvement bourgeois. Ces analyses sont on en peut plus éloignées de la réalité. Certains faits le prouvent.

1. Les organisations économique-corporatistes bourgeoises, c'est à dire les organisations patronales qui vont de la grande entreprise catalane *Foment del Treball Nacional* (FTN)<sup>54</sup> ou la *Cámara Oficial de Contractistes d'Obres de Catalunya* (Chambre officielle des entrepreneurs de travaux de Catalogne)<sup>55</sup> aux organisations de la petite et moyenne entreprise, aux corporations et aux collèges professionnels. C'est un bloc complexe de groupes sociaux et de fractions de classes qui n'est pas exempt de contradictions internes et de différends en cas conflits d'intérêts matériels. Néanmoins, pour mille raisons qu'il est impossible d'exposer ici, le grand patronat y joue un rôle clairement hégémonique. Son attitude à l'égard du régime de 1978, à l'égard du Royaume d'Espagne, a toujours été celle d'une participation active et enthousiaste à celui-ci. La bourgeoisie catalane ne s'est jamais montrée ni anti-espagnole ni favorable à l'indépendance. D'un côté, le FNT a poursuivi sa tradition antérieure à la guerre civile et au franquisme: pour le FNT, la nation, c'est la nation espagnole, c'est là qu'est son marché, c'est là qu'est l'État qui sert ses intérêts de classe. Ce syndicat patronal catalan a été l'un des piliers du grand patronat espagnol. Il suffit de mentionner en passant le rôle joué par Carlos Ferrer Salat dans la formation de la *Confederación Española de Organizaciones Empresariales* (CEOE), le syndicat du grand patronat, durant la formation du régime de 1978. Ce rôle fondateur et central du syndicat du grand patronat catalan au sein du syndicat du grand patronat espagnol a été et reste l'une de ses caractéristiques sans laquelle on ne comprend rien à ses comportements politiques. À l'heure actuelle, la présidence de la CEOE est exercée par un Catalan qui provient du FNT et il est impossible de définir une orientation du patronat espagnol sans prendre en compte le patronat catalan. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de contradictions entre les différentes fractions territoriales de la bourgeoisie. L'immense majorité des organisations économique-corporatistes de la bourgeoisie catalane a quand même exprimé son refus de l'indépendance comme l'attestent les communiqués parus dans la presse ou sur leurs pages web. La bourgeoisie catalane est une bourgeoisie espagnole.

2. Les institutions socio-politiques de la bourgeoisie. Les lieux de socialisation, de loisir, de débat, de formation d'opinion et de conscience de classe de la bourgeoisie catalane sont variés: citons,

---

<sup>54</sup> Fondée en 1917 et reconstituée en 1977 à l'initiative, entre autres, de Carlos Ferrer Salat. <http://www.foment.com>

<sup>55</sup> Fondée en 1912. C'est un oligopole qui se vante de contrôler 80 % des contrats de chantiers publics en Catalogne. <http://www.ccoc.cat>

entre autres le *Círculo Ecuestre*,<sup>56</sup> le *Cercle d'Economia*,<sup>57</sup> le *Cercle del Liceu*,<sup>58</sup> le *Patronat de la Fundació Orfeó Català-Palau de la Música Catalana*.<sup>59</sup> Ils se sont montrés de façon quasi unanime hostiles à l'indépendance et la plupart d'entre eux se sont opposés à ce qu'on appelle le *procés*<sup>60</sup>. Il n'y a rien là qui doive surprendre. Ils suivent, depuis le XVIIIème siècle, le même mode de comportement, c'est leur ADN. La bourgeoisie catalane est, en tant que classe, une partie, une fraction de la bourgeoisie espagnole.

3. La bourgeoisie financière. Au cours du XVIIIème et du XIXème siècle, au cours d'une grande partie du XXème, le rôle prépondérant, moteur de l'industrialisation et de la modernisation de la bourgeoisie catalane avait un point faible. Ce point faible, c'était la faiblesse du secteur financier catalan. C'est cela qui l'affaiblissait dans ses différends avec d'autres fractions bourgeoises espagnoles. Depuis les années 1960 et 1970, le régionalisme politique de Jordi Pujol a compris que c'était là son talon d'Achille, que cela constituait une faiblesse structurelle et, pour y remédier, il a créé la *Banca Catalana*. La banqueroute de cette banque a été une défaite personnelle pour Pujol et un échec pour la fraction de classe à laquelle il appartenait. Pour remédier à ce déficit, il y a eu deux géants de la finance, non seulement en Espagne mais aussi au niveau international, qui sont originaires de Catalogne: la Caixabank et le Banco de Sabadell. Leurs orientations se sont révélées radicalement contraires à l'indépendance et même à ce simulacre d'indépendance qu'est le *procés*. Durant la crise d'octobre 2017, ils ont déplacé leur siège hors de Catalogne et ont rompu toutes relations avec le parti héritier de l'ancienne droite bourgeoise, la CiU (Convergence et Union) pour soutenir le parti néo-libéral et néo-autoritaire *Ciudadanos*.

4. La recomposition de la représentation politique de la bourgeoisie en Catalogne. Lorsqu'on a découvert que la famille de Jordi Pujol, le père fondateur du nationalisme bourgeois, se comportait comme une mafia corrompue, Pujol a cessé d'être une référence morale et culturelle pour de très vastes secteurs populaires de Catalogne. Cela a porté un coup dur à la coalition qui gouvernait la Catalogne depuis 23 ans. En même temps, l'acharnement avec lequel son successeur, Artur Mas, appliquait les politiques austéritaires ordonnées par la troïka ont sérieusement entamé l'hégémonie électorale de la coalition CiU. La Convergence a jugé nécessaire se rejoindre le mécontentement populaire croissant pour retrouver sa popularité perdue. Il faut insister sur le fait que ce mouvement a une caractéristique tacticienne mais qu'il a été précédé par le développement du mouvement

---

<sup>56</sup> Club privé fondé en 1856, <http://www.circuloecuestre.es>

<sup>57</sup> Fondé en 1958, sous l'influence de l'historien Jaume Vicens Vives et de sa proposition de créer une "Junta de Rabadans", avec l'objectif de moderniser l'économie et la société catalanes. Le *Rabadan* est une sorte de « mayoral » des bergers. Le cercle organise depuis 1962 une réunion annuelle de la fine fleur de l'économie et de la politique espagnole. Son président actuel est Juan José Bruguera, le président de Colonial. <https://www.cercleeconomia.com>

<sup>58</sup> Fondé en 1854. Il a son siège dans le même édifice que le Grand théâtre du Liceu. Président actuel: Ignacio García-Nieto Portabella. Il annonce sur sa page web une conférence de l'ancien conseiller de *Foment i de Cultura*, Santiago Vila. <https://www.circulodelliceo.es/es/historia.html>

<sup>59</sup> [http://www.palaumusica.cat/ca/organs-de-govern\\_1450](http://www.palaumusica.cat/ca/organs-de-govern_1450)

<sup>60</sup> En catalan : processus. Mot catalan par lequel les indépendantistes désignent le processus en cours en Catalogne.

populaire indépendantiste. En outre, l'insistance avec laquelle ce parti tient à remplacer le droit à l'autodétermination par ce qu'il appelle le "droit de décider" prouve qu'il reste fidèle à sa tradition: utiliser la mobilisation populaire à ses propres fins. En l'occurrence, récupérer les suffrages perdus au risque de perdre pendant quelque temps son rôle de parti organique et représentatif de la bourgeoisie.

De 1978 à 2018, le bloc économique, social et culturel bourgeois localisé en Catalogne a eu constamment pour attitude d'accepter le régime de 78, d'y participer, de s'identifier à lui. À l'heure actuelle, non seulement la bourgeoisie catalane, en tant que classe qui fait bloc, refuse l'idée de l'indépendance mais elle considère le *procés* comme un problème qui crée de l'insécurité sur le plan juridique et économique; en maintes circonstances, elle a suivi la consigne de changement de siège social, elle a abandonné en bloc son ancienne référence politique - la coalition entre *Convergència Democràtica de Catalunya* et *Unió Democràtica de Catalunya (UDC)* elle a misé, au point de le financer, sur le nouveau parti qui représentait le mieux ses intérêts, le parti de l'IBEX 35<sup>61</sup> le macronien *Ciudadanos*.

Il faut exclure de ce bloc les secteurs minoritaires de la petite et moyenne entreprise représentés par le syndicat patronal CECOT.<sup>62</sup> Pourtant l'ardeur indépendantiste de ce petit syndicat patronal est bien tiède; il se borne à utiliser le *procés* comme instrument de pression et de négociation pour obtenir des investissements d'État, les infrastructures que l'État central se refuse à construire en Catalogne et quelques améliorations des balances fiscales<sup>63</sup>. Ce syndicat de la petite et moyenne entreprise ne voit aucun intérêt à abandonner le marché espagnol sur lequel il écoule une part importante de sa production.

#### *La croissance du mouvement indépendantiste*

Lors des élections autonomiques (au Parlement de Catalogne) qui eurent lieu le 27 septembre 2015, le vote indépendantiste a atteint un de ses meilleurs scores; la coalition *Junts per Catalunya* (Ensemble pour la Catalogne), composée d'une partie la vieille CiU et de l'ERC, a remporté 39,5% des suffrages et la CUP<sup>64</sup> (*Candidatures d'Unitat Popular*), 8,94%. Au total 48,44% des électeurs ont voté pour des partis qui avaient inscrit l'indépendance à leur programme. Lors des élections suivantes, qui eurent lieu le 21 décembre 2017, ce pourcentage a accusé une légère baisse: le vote indépendantiste a obtenu 47,6 % des suffrages; les deux partis indépendantistes n'avaient pas formé de coalition; *Junts per Catalunya* a recueilli 21,7 des voix et l'ERC 21,4%. De son côté, la CUP obtint 4,5% des voix.

---

<sup>61</sup> C'est le principal indice boursier de la Bourse de Madrid. Il est composé de 35 entreprises dont le poids est pondéré par leur capitalisation boursière. En Espagne, cette expression désigne le pouvoir de la grande bourgeoisie capitaliste.

<sup>62</sup> <https://www.cecot.org>

<sup>63</sup> C'est le calcul de la différence entre ce que chaque région donne à l'État et ce qu'il reçoit.

<sup>64</sup> CUP : *Candidatures d'Unitat Popular*, les indépendantistes de la gauche radicale.

Toutefois ces pourcentages élevés de votes indépendantistes n'étaient pas conformes **au mode** de comportement du régime de 1978.

### *Répartition des voix indépendantistes en Catalogne 1977-1996*

	G 77	G 79	M 79	A 80	G 82	M 83	A 84	G 86	E 87	A 88	M 87	E 89	G 89	M 91	A 92	G 93	E 94	M 95	A 95	G 96
ERC	4, 7 E C	4,2	3,8	8, 6	4, 0	2, 9	4, 4	2, 6	EP 3, 7	4, 1	2, 4	E P 3, 3	2, 7	3, 3	8, 0	5, 1	E P 5, 5	6, 2	9, 5	4, 2
ENE					0, 9						0, 8	0, 6								
Autres		1,6 BEA N	0,3 BEA N						1, 3 H B			0, 7 C 11								
Total	4, 7	5,8	4,1	8, 6	4, 9	2, 9	4, 4	2, 6	5	4, 1	3, 2	5, 2	2, 7	3, 3	8, 0	5, 1	5, 5	6, 2	9, 5	4, 2

G: élections aux *Cortes Españolas*. M: élections municipales. A: élections autonomiques. E: élections européennes.

EC: l'ERC, qui n'est pas encore officiel, se présente en coalition avec le PTC/ EP: l'ERC participe à la *Coalición Nacionalista - Europa de los Pueblos* (EP) aux élections européennes de 1987 et 1989/ ENE: *Entesa de Nacionalistes d'Esquerres (Entente de nationalistes de gauche)*/ BEAN: *Bloc d'Esquerra d'Alliberament Nacional* (Bloc de gauche de libération nationale) /PSAN: *Partit Socialista d'Alliberament Nacional* (Parti socialiste de libération nationale) HB: *Herri Batasuna / C.L Catalunya lliure* (Catalogne libre).

Il convient de préciser qu'en 1991 l'ERC n'était qu'une version B de la proposition autonomiste majoritaire de *Convergència i Unió*. En conséquence, cette année-là, il n'était pas possible de le considérer que comme un parti authentiquement autonomiste même s'il comptait en son sein des courants indépendantistes. Comme on peut le voir, le vote indépendantiste est, au cours de cette période, clairement minoritaire même s'il enregistre une lente croissance. Il faut souligner que c'est lors des élections autonomiques qu'il obtient le plus de suffrages (entre 8 et 9,5%) : lors des élections au Parlement espagnol, les pourcentages sont plus faibles (entre 2,6% et 5,8%). L'indépendantisme était, à l'époque, un courant minoritaire au sein du peuple catalan. Le courant majoritaire, c'était le mouvement autonomiste et conservateur de la CiU, qui était partie intégrante du régime.

Il faut donc se demander ce qui s'est passé pour qu'une partie importante du peuple catalan ait penché pour l'indépendantisme. Le discours du nationalisme espagnol (y compris celui d'une partie de la gauche espagnole) propose une explication simpliste: la manipulation propagandiste à laquelle les indépendantistes se seraient livrés ces dernières années aurait dupé deux millions d'électeurs

qui se mobilisent et votent pour des objectifs indépendantistes. Une explication simpliste et, dans le cas de la gauche socialiste espagnole, une auto-duperie.

Je crois que le développement du mouvement indépendantiste catalan est un épiphénomène de la crise grave mais non organique que subit le régime de 78. Il faut inscrire ce développement dans le cadre des changements structurels que la globalisation de l'économie et notre insertion néo-coloniale dans une Europe allemande ont produit au niveau de la division du travail et des équilibres territoriaux partout en Espagne. Les grandes masses peuvent se tromper mais ce en sont pas des masses d'imbéciles manipulables.

### *L'impossible négociation*

Le moment est venu de conclure. Je vais reprendre un certains nombres de points que j'ai évoqués :

- Historiquement, la bourgeoisie catalane n'a jamais eu de projet indépendantiste. Inversement, il est exact qu'elle a eu du gouvernement de l'Espagne une conception différente de celle des autres fractions de la bourgeoisie espagnole.
- Le bloc majoritaire de la grande bourgeoisie catalane actuelle est ouvertement hostile non seulement à l'indépendance mais aussi au simple droit à l'autodétermination.
- La vieille coalition entre la *Convergència Democràtica de Catalunya* (CDC) et l' *Unió Democràtica de Catalunya* (UDC) ne convient plus à la grande bourgeoisie catalane. L'IBEX 35 et les principaux acteurs de la bourgeoisie (*Fomento de Trabajo*, les chambres de commerce, le *Círculo de Economía* ...) soutiennent le principal parti néolibéral espagnol - un parti type Macron: *Ciudadanos*.
- Cela ne change en rien le caractère bourgeois du parti qui a surgi des décombres de la CiU, le *Partit Demòcrata Europeu Català* (PDCAT). Mais la lutte pour la recomposition de la représentation politique de la bourgeoisie en Catalogne se poursuit. C'est une lutte à mort entre, d'un côté, *Ciudadanos*, le Parti des Socialistes de Catalogne (PSC) et le Parti populaire (PP), et de l'autre le *Partit Demòcrata Europeu Català* (PDCAT) et l'ERC. Il n'y a pas encore d'analyse détaillée des fractions de classe qui soutiennent chacun de ces partis et de la dynamique des changements qui interviennent dans leur représentation. Ce qui est clair, c'est que la fraction correspondant à la grande bourgeoisie (la haute finance, les grandes entreprises industrielles, le secteur agro-industriel) soutient *Ciudadanos*.
- Il y a un mouvement indépendantiste populaire (de composition interclassiste, complexe et hétéroclite) dont la confrontation croissante avec le régime de 78 est allée bien au-delà de ce qu'il aurait lui-même imaginé. Un mouvement qui a perdu en chemin beaucoup de ses illusions: il ne croit plus à la possibilité d'obtenir un régime fiscal semblable au régime foral basque; il ne croit plus que le roi joue un rôle arbitral; il ne croit plus que l'UE lui apporte son soutien ou, tout du moins, qu'elle joue un rôle arbitral. Ce mouvement se caractérise par son niveau élevé d'auto-organisation dû à un tissu social solide composé d'institutions de caractère culturel, récréatif et sportif à quoi il faut ajouter certains syndicats et les organisations de base de certains partis. Il est capable de mobiliser quelque 70% des maires et des conseillers municipaux de Catalogne.

- Il y a une concurrence entre les institutions qui au cours des six dernières années ont été à la tête des mobilisations indépendantistes, immenses et pacifiques, (l'Assemblée nationale catalane et l'*Omnium Cultural* ) et certaines organisations plus radicales qui sont apparues autour du referendum du 1er octobre 2017 pour l'organiser et le garantir et pour défendre la République catalane qui a été proclamée (de façon purement rhétorique) le 27 octobre 2017. Ces organisations ont reçu le nom de Comités de défense de la République (CDR) et fonctionnent comme des assemblées. Leur composition plurielle se nourrit des secteurs du mouvement populaire indépendantiste les plus engagés; pour l'instant, leur composition est pluraliste. Elles ont à leur actif les mobilisations populaires des 3 et 10 octobre 2017, mobilisations qui aspiraient à la catégorie de grève générale. Dans une escalade d'acharnement procédurier du pouvoir judiciaire, les CDR ont été accusés d'être des organisations terroristes.

- Il faut souligner que ce mouvement populaire n'a toujours pas accepté que la République catalane ait été proclamée de façon purement rhétorique et que les dirigeants de PDCAT et de l'ERC n'aient pris aucune mesure concrète pour qu'elle devienne réalité. La contradiction est évidente entre certaines directions timides et un mouvement actif et engagé visant à l'indépendance. À l'heure actuelle, il est impossible de prédire comment cela tournera.

- Le développement de ce mouvement a incité une partie des classes populaires des quartiers de la banlieue de Barcelone et de Tarragone à prendre position contre l'indépendance; cette réaction s'est traduite par un vote massif en faveur d'un parti créé et financé par les entreprises de l'IBEX 35: *Ciudadanos*. Un parti qui, s'il parvient au pouvoir en Espagne ou en Catalogne, n'hésitera pas à poursuivre la politique de coupes et de privatisations qui nuiront aux intérêts matériels et aux droits de la plupart de ses électeurs.

- Les grandioses manifestations féministes du 8 mars dernier, les mobilisations de retraités, la reprise des Marches de la Dignité devraient avoir le pouvoir et la capacité d'imposer un agenda social. Mais cette capacité, l'auront-elles?

#### *En conclusion*

Vous vous demandez ce que je pense de tout cela: voici quelques éléments de réponse. Je pense que l'exercice du droit à l'autodétermination peut seul apporter une solution politique à la question catalane. Cela se produira-t-il? C'est peu probable. Le régime repose sur le déni de cette voie. La répression brutale d'électeurs pacifiques, le 1er octobre 2017, n'a pas été une erreur conjoncturelle; c'est un mode de comportement. La détention de politiciens indépendantistes, l'inculpation de maires et d'instituteurs ne sont pas uniquement imputables à un appareil judiciaire "indépendant". C'est l'État profond, c'est le roi, ce sont les appareils de répression et les idéologues de la droite nationaliste espagnole, post-franquiste et corrompue qui sont déterminés à vaincre et à humilier les deux millions de Catalans qui ont décidé d'en finir avec le régime.

D'autre part l'Union européenne, comme il fallait s'y attendre, ne tolérera pas un acte de souveraineté dans l'enceinte de ses frontières. Cette situation où l'on emprisonne sans jugement des

représentants de la volonté populaire dont le seul crime est de vouloir agir conformément à leur idéologie, cette situation n'a rien de démocratique et n'aide pas à résoudre les problèmes.

- Je n'ai garde d'oublier qu'il y a en prison encore plus détenus appartenant à différents mouvements sociaux, dont huit jeunes condamnés à trois années de prison, qui avaient encerclé le Parlement catalan les 14 et 15 juin 2011 quand Artur Mas et son parti (CiU) appliquaient des réductions sociales sauvages. Des prisonniers que les campagnes de l'ERC et de PDCAT pour la liberté des détenus oublient superbement.

- D'un autre côté, je considère que si l'Espagne veut se maintenir en tant que projet commun de **tous** les peuples qui vivent à l'intérieure des frontières de l'actuel Royaume d'Espagne, elle devrait accomplir diverses tâches qui me semblent improbables à court terme:

a.- Elle devrait, en premier lieu, recouvrer sa souveraineté qui a été confisquée par l'UE et l'OTAN. Si l'Espagne ne recouvre pas sa souveraineté économique et militaire, elle est purement et simplement inexistante.

b. Elle devrait, en deuxième lieu, reconnaître réellement son caractère plurinational et plurilinguistique. Ou l'Espagne reconnaîtra qu'elle est une nation politique de citoyens composée de divers peuples et nations libres et égales en droit, ou elle en sera pas.

c. Elle devrait, en troisième lieu, instaurer un nouveau pacte entre différents peuples souverains à partir d'un processus constituant et de l'exercice du droit à l'autodétermination des peuples qui le demandent. Ou l'Espagne sera une union libre de républiques égales ou elle ne sera jamais un État-nation.

J'ai déclaré au début de mon intervention que, comme communiste catalan, je suis fier de l'Espagne républicaine, démocratique, fédérale et populaire. Je sens que son héritage culturel et politique est le mien. Je ne vois aucune contradiction à me sentir à la fois catalan et espagnol au sein de cette Espagne plurinationale. Mais je ne me sens pas espagnol dans l'Espagne qui laisse les morts dans les fossés, dans l'Espagne qui se reconnaît dans l'hymne fasciste *El novio de la muerte*, dans l'Espagne qui réprime les gens qui vont voter pacifiquement; dans l'Espagne qui hurle "chargez !" quand elle envoie des détachements de police réprimer sauvagement les Catalans; dans l'Espagne qui impose une unité par la force. Cette Espagne-là, elle m'exclut.

Je voudrais que l'Espagne demeure un projet commun aux divers peuples qui la composent, y compris mon peuple: le peuple catalan. Mais pour que l'Espagne fût ce projet, il faudrait que l'Espagne républicaine rompe définitivement avec le régime de 78, avec le Royaume d'Espagne, avec la monarchie bourbonienne et corrompue, avec l'Espagne unilingue et uni-nationale, avec son projet recentralisateur qui prétend défendre un État qui, au sein de l'UE et de l'OTAN, a totalement perdu sa souveraineté économique, politique et militaire. Si l'Espagne républicaine et démocratique n'en finit pas avec le Royaume d'Espagne, si elle se cantonne dans une position de loyale opposition à Sa Majesté, je peux vous prédire que la Catalogne la quittera définitivement.

Je ne vois malheureusement pas de forces qui aillent dans cette direction dans l'Espagne actuelle. Il ne semble pas qu'aujourd'hui le mouvement indépendantiste populaire puisse se voir proposer une

perspective d'union libre et égalitaire, une fédération de peuples conçue non comme une décentralisation mais comme un partage solidaire et fraternel de souverainetés.

S'il n'apparaît pas en Espagne, dans un avenir relativement court, un mouvement de masse orienté dans cette direction, le mouvement populaire indépendantiste catalan va, il faut le savoir, non seulement se renforcer mais s'étendre et sera finalement l'élément central de la politique catalane pour les décennies à venir. Et de la politique espagnole aussi, bien entendu.

Traduction de Nicole Mokobodzki, révisée par l'auteur.

Envoyer des commentaires a: [jtafalla53@gmail.com](mailto:jtafalla53@gmail.com)